

# Evolution économique de l'agriculture suisse en 2014

Rapport principal n° 38 du Dépouillement centralisé des données comptables (série temporelle 2005–2014)

Octobre 2015

## Sommaire

Principes	2
Structure des exploitations	2
Prestation brute	2
Coûts réels	4
Revenu agricole	4
Revenu du travail et salaire comparable	5
Revenu total, consommation privée, constitution de capitaux propres	6
Cash-flow monétaire, investissements, financement	7
Impressum	9
Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente	10
Toutes les exploitations de 2012 à 2014	12
Région de plaine de 2012 à 2014	14
Région des collines de 2012 à 2014	16
Région de montagne de 2012 à 2014	18
Branche de production Vaches laitières et élevage (PER sans Bio)	20

## Auteurs

Dierk Schmid et Daniel Hoop



Gabriela Brändle, Agroscope

*En 2014, grâce à de bonnes récoltes ainsi qu'à l'augmentation de la production laitière et du prix du lait, les revenus agricoles ont augmenté de 10,5 % par rapport à l'année précédente.*

En 2014, les revenus par exploitation ont nettement augmenté par rapport à l'année précédente, notamment grâce à de bonnes récoltes, une augmentation de la quantité de lait produite par exploitation et une hausse du prix du lait. Le revenu agricole des exploitations de référence se monte à 67 800 francs par exploitation, contre 61 400 francs l'année précédente, ce qui représente une hausse de 10,5 %. Le revenu agricole rémunère 490 300 francs de capitaux propres investis dans l'exploitation ainsi que le travail de 1,22 unités de main-d'œuvre familiale par exploitation.

Suite à la baisse des taux d'intérêt, le revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale augmente davantage que le revenu agricole (+12,4 %, +5800 francs). Alors que seules les exploitations de types «Transformation» et «Combiné transformation» ont subi des baisses de

revenus du fait des prix plus bas sur le marché porcin, les autres types d'exploitation ont pu considérablement accroître leur revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale (p.ex. le type «Lait commercialisé» avec +8900 francs, soit +15 %). Le revenu extra-agricole s'élève en moyenne à 26 300 francs par exploitation et a baissé de 800 francs (-3,0 %) par rapport à 2013. Le revenu total, qui se compose du revenu agricole et du revenu extra-agricole, s'élève à 94 100 francs et a donc augmenté de 5600 francs (+6,3 %) par rapport à 2013.

Des résultats détaillés portant sur l'ensemble de l'exploitation se trouvent dans les tableaux des pages 10 à 19.



## Principes

Les résultats du Dépouillement centralisé des données comptables se basent sur les données provenant d'exploitations agricoles dont la comptabilité de gestion a été établie selon des critères uniformisés. Les exploitations qui fournissent des données et n'appartiennent pas à une communauté d'exploitation sont appelées exploitations de référence.

Divers documents relatifs aux aspects méthodologiques du Dépouillement centralisé des données comptables sont disponibles sur Internet ([www.agroscope.ch/dépouillement-centralise](http://www.agroscope.ch/dépouillement-centralise) → Publications → Principes méthodologiques):

- Principes méthodologiques
- Directives pour le catalogue de données
- Glossaire d'une sélection d'indicateurs

L'échantillon existant n'a pas été sélectionné de manière aléatoire. Compte tenu de la méthode d'échantillonnage utilisée, la composition de l'échantillon peut varier d'une année à l'autre. Des exploitations quittent l'échantillon, tandis que d'autres y entrent. Cette modification de la composition de l'échantillon peut influencer les résultats agrégés (effet d'échantillonnage). L'effet d'échantillonnage peut être éliminé en ne tenant compte que des exploitations qui sont présentes à la fois cette année et l'année précédente dans l'échantillon du Dépouillement centralisé (exploitations comparables). Le tableau 3 juxtapose les résultats (pourcentage de variation par rapport à l'année précédente) des exploitations de référence par rapport à ceux des exploitations comparables. Lorsque les résultats des exploitations de référence s'écartent nettement de ceux des exploitations comparables, le texte le mentionne. A partir de l'année de publication 2016 (exercice comptable 2015), les résultats seront basés sur le nouvel échantillon aléatoire «Situation des revenus».

## Structure des exploitations

En 2014, les exploitations de la région de plaine emploient en moyenne 1,86 unités de main-d'œuvre (unités de travail annuel). Dans les exploitations des régions des collines et de montagne, ce chiffre s'élève à 1,65, respectivement 1,61 unités (fig. 1). En région de plaine, 37 % du travail est effectué par des employés tandis qu'en région des collines et de montagne, ce pourcentage est nettement plus bas avec 27 %, respectivement 18 %. Par rapport à l'année précédente, ce pour-

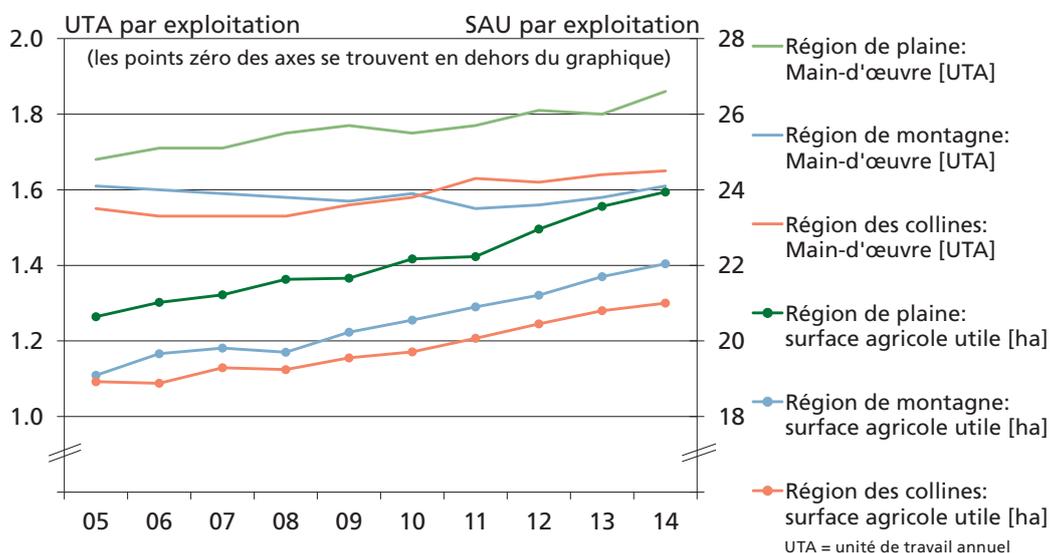
centage a légèrement augmenté dans les régions de plaine et de montagne, tandis qu'il est resté inchangé dans la région des collines (valeurs de comparaison en 2013: 36 %, 27 % et 17 % en région de plaine, des collines et de montagne).

Pour l'exercice considéré, la surface agricole utile par exploitation s'élève à 22,6 ha (fig. 1). Depuis 2005, la surface des exploitations a augmenté en moyenne de 2,9 ha (+14,5 %), ce qui représente une hausse moyenne annuelle de 0,29 hectare. Par rapport à l'année précédente, la croissance de la surface s'est un peu atténuée. Avec chacune +1,6 %, les exploitations de plaine et de montagne affichent de nouveau une croissance supérieure à celle des exploitations de la région des collines avec 1 %. Les exploitations de plaine et de montagne ayant augmenté leur main-d'œuvre davantage que leur surface, la surface agricole utile exploitée par unité de main-d'œuvre diminue, tandis qu'elle augmente dans la région des collines (plaine: -1,4 %, collines +0,6 %, montagne: -0,2 %). Si l'on considère uniquement les exploitations comparables, le rapport reste pratiquement constant en région de plaine tandis qu'il augmente dans la région des collines et la région de montagne, ce qui signifie qu'il s'agit en partie d'un effet dû à l'échantillonnage.

En 2014, l'effectif animal s'élève en moyenne à 27,5 unités gros bétail (UGB), ce qui représente une hausse de 1 UGB par rapport à l'année précédente, soit 3,7 %. C'est en région de plaine que l'effectif animal a le plus augmenté (+1,5 UGB), tandis que dans la région des collines et la région de montagne, la hausse est moins marquée avec 0,5 et 0,7 UGB. Quelle que soit la région, les exploitations détiennent davantage de vaches laitières et de vaches-mères, tandis que le nombre de porcs à l'engrais augmente surtout en région de plaine. C'est dans la région des collines que la charge en bétail est la plus élevée (1,44 UGB/ha), par rapport à des densités plus faibles en région de plaine (1,20 UGB/ha) et en région de montagne (0,96 UGB/ha).

## Prestation brute

La prestation brute moyenne par exploitation augmente de 6,2 % et s'élève à environ 289 100 francs en moyenne de toutes les exploitations. La hausse la plus importante a été enregistrée par la région de montagne (+7,4 %); elle était moins marquée en région de plaine (+6,4 %) et dans la région des collines (+4,4 %; fig. 2).



Source: Agroscope, IDU, exploitations de référence du Dépouillement centralisé

Fig. 1: Unités de main-d'œuvre (UTA) et surface agricole utile (SAU) de 2005 à 2014.

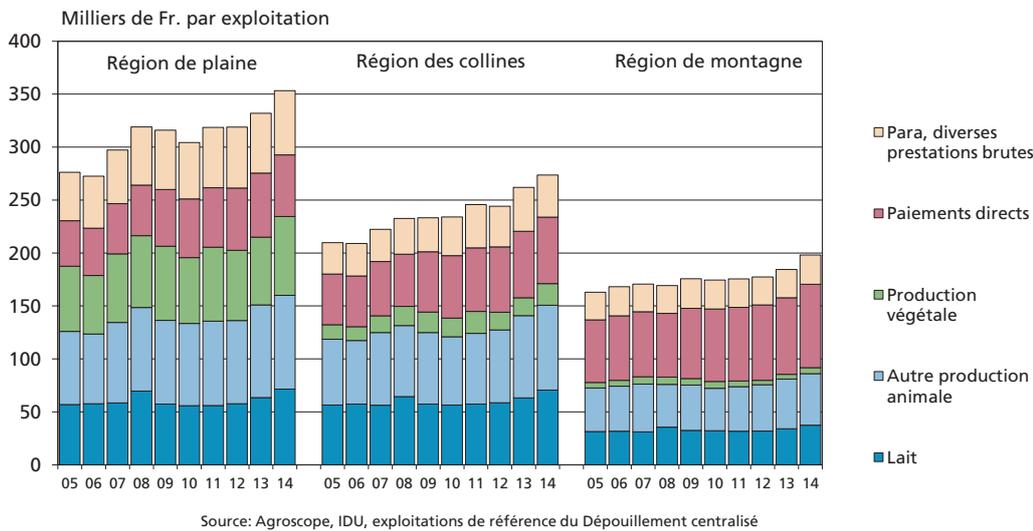


Fig. 2: Prestation brute de 2005 à 2014.

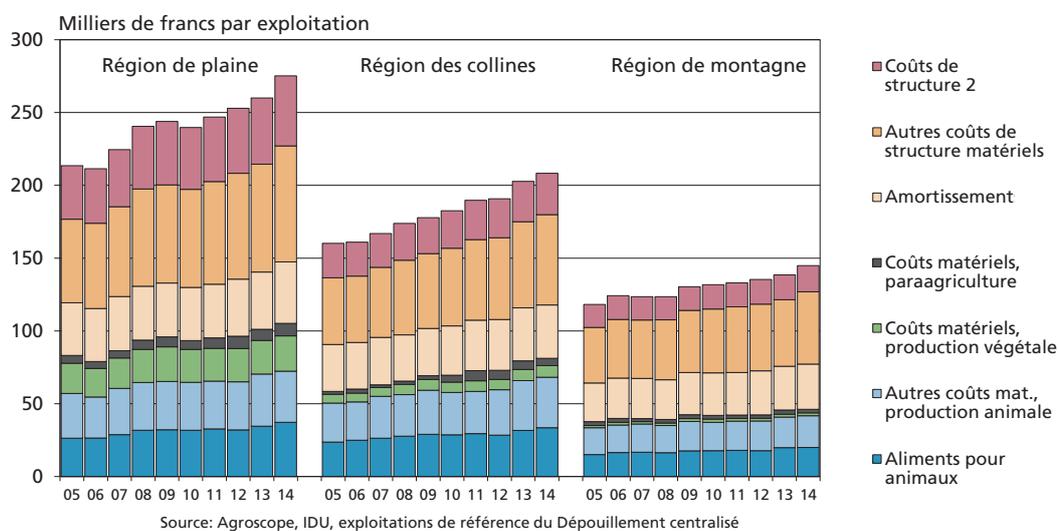


Fig. 3: Coûts réels de 2005 à 2014.

La prestation brute de la production végétale a augmenté en moyenne de 6100 francs (+17 %), car l'année agricole 2014 s'est caractérisée par de très bonnes conditions météorologiques. La prestation brute des fruits et des produits à base de fruits a augmenté (3100 francs ou +62 %) en raison de la très abondante récolte de fruits, notamment de pommes, de poires et de cerises. La bonne année fourragère avec des récoltes d'herbe et de maïs fourrager au-dessus de la moyenne s'est traduite par une augmentation de 980 francs (+67 %) de la prestation brute du fourrage produit sur l'exploitation (vente et variation des stocks de l'exploitation). Une récolte record de betteraves sucrières ainsi que des teneurs très élevées en sucre ont abouti à une augmentation marquée de la prestation brute des betteraves sucrières (+600 francs ou +26 %). La prestation brute des céréales fourragères a enregistré une augmentation de 35 % (+470 francs) suite à la très nette hausse des rendements physiques. La prestation brute des légumes (sans les légumes de plein champ destinés à la conservation) a par contre baissé de 840 francs (25 %). Cette évolution est due à l'été pluvieux, dont la production et la demande de légumes estivaux ont souffert. En 2014, la prestation brute de la production animale a augmenté de 8300 francs (+6,4 %). Cette évolution est due essentiellement à l'augmentation de la prestation brute du lait et des produits laitiers (+6600 francs ou +12 %), cette augmentation résultant à la fois du prix du lait plus élevé et de l'accroissement des quantités de lait produites par exploi-

tation. Cette expansion de la production laitière est la conséquence directe de la hausse du prix du lait car les exploitations réagissent en augmentant leur production, mais elle reflète aussi la restructuration qui se poursuit dans la production laitière. Dans le secteur des bovins, la prestation brute des animaux a augmenté de +2700 francs (+8,2 %). Cette évolution est due principalement à l'accroissement de l'effectif moyen de vaches laitières et de vaches-mères par exploitation, à la demande soutenue de bétail de rente, notamment de vaches laitières et aux prix plus élevés des vaches de boucherie. La forte hausse de la prestation brute des vaches laitières (+1500 francs ou +18,0 %) et des vaches-mères (+620 francs ou +9,7 %) a notamment contribué à un tel résultat. Enfin, l'aviculture a bénéficié d'une demande plus forte de produits avicoles indigènes et de l'extension de la production qui en a résulté, ce qui lui a permis d'enregistrer une hausse de sa prestation brute (+360 francs ou +3,9 %). Les paiements directs ont augmenté de 1,1 % et s'élèvent à 65000 francs par exploitation. L'augmentation n'est pas due au nouveau système de paiements directs (politique agricole 2014–2017), mais à la restructuration et, en corollaire, à la croissance de la surface des exploitations. Le nouveau système des paiements directs a toutefois un impact sur la répartition entre les régions. Tandis que les exploitations de la région de montagne en profitent nettement (+6400 francs ou +8,9 %), les contributions octroyées en région de plaine sont à la baisse (–2200 francs ou –3,7 %) et celles de la

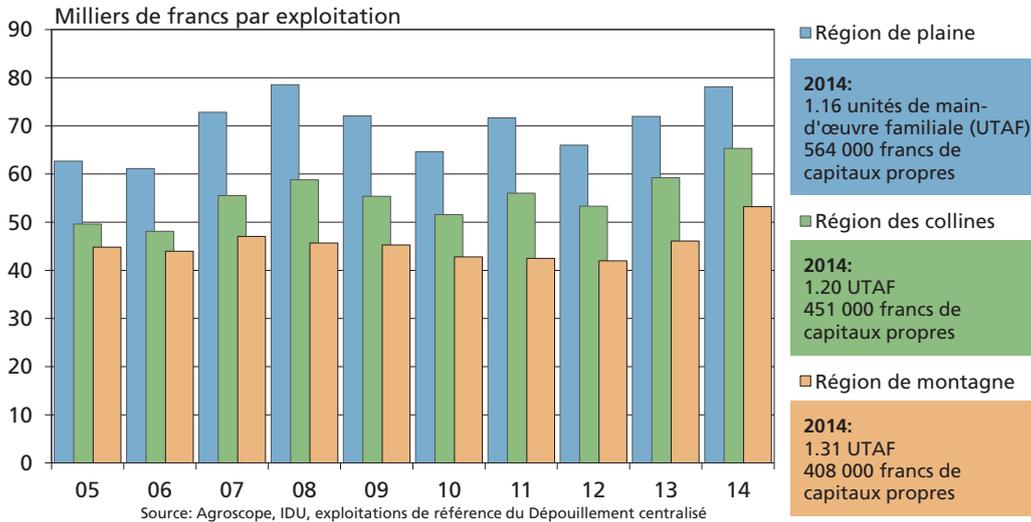


Fig. 4: Revenu agricole par région de 2005 à 2014.

région des collines restent relativement constantes (-100 francs ou -0,2%). Les paiements directs se composent des contributions à la sécurité de l'approvisionnement (24 200 francs soit 37,3 % du total des paiements directs), des contributions au système de production (10 500 francs; 16,1%), des contributions au paysage cultivé (10 200 francs; 15,7%), des contributions à la biodiversité (800 francs; 12,3%), de la contribution de transition (7 000 francs; 10,8%), des contributions à la qualité du paysage (1 800 francs; 2,7%), d'autres paiements directs (essentiellement cantonaux) (1 500 francs; 2,3%), des contributions à des cultures particulières (1 300 francs; 2,0%) et des contributions à l'utilisation efficiente des ressources (530 francs; 0,8%).

La prestation brute des activités para-agricoles augmente légèrement (+690 francs; 3,2%). Ceci provient moins des travaux effectués pour des tiers, de la location de machines, de la vente directe ou de l'agrotourisme que d'autres activités para-agricoles (+450 francs; 22%).

### Coûts réels

En 2014, les coûts réels ont nettement augmenté (+10 300 francs ou +4,9%) et s'élèvent en moyenne à 221 300 francs par exploitation. La hausse absolue est presque trois fois plus élevée en région de plaine (+15 200 francs ou 5,8%) que dans la région des collines (5 500 francs ou 2,7%) et la région de montagne (6 500 francs ou 4,7%; fig. 3). Les coûts matériels ont augmenté de 8 600 francs par exploitation et sont les principaux contributeurs à la hausse des coûts réels. Les coûts

matériels de la production végétale se sont accrus de 620 francs essentiellement à cause d'une hausse du coût de la protection phytosanitaire (+200 francs) et des assurances contre la grêle (+170 francs) ainsi que de différents autres coûts dans le domaine de la production végétale (+270 francs). Les coûts matériels de la production animale ont augmenté de 1 800 francs (+3,0%). Cette augmentation s'explique principalement par la hausse du coût des concentrés pour les bovins (+1 200 francs ou +8,1%) et pour les porcs (+380 francs ou +4,8%) qui découle de l'extension des effectifs.

Ce sont finalement les coûts de structure matériels qui constituent le facteur décisif de l'évolution des coûts réels. Ils ont enregistré une augmentation de 6 100 francs (+6,2%) principalement à cause des réparations et des amortissements pour les bâtiments, les machines, les outils et les installations fixes (+4 200 francs ou +7,5%). Les coûts généraux d'exploitation augmentent de 690 francs (+4,1%) et les coûts de personnel de 1 900 francs (+9,7%). Les intérêts du fermage (+100 francs) et les intérêts des dettes (+190 francs) jouent un rôle secondaire dans l'évolution des coûts.

### Revenu agricole

En 2014, le revenu agricole moyen se monte à 67 800 francs, ce qui représente une nouvelle hausse notable, qui dépasse même les 10% (+6 400 francs) par rapport à l'année précédente. C'est en région de montagne que la hausse est la plus marquée (+7 100 francs ou +15%; fig. 4). L'augmentation du revenu agricole en région de plaine (+6 100 francs ou +8,5%)

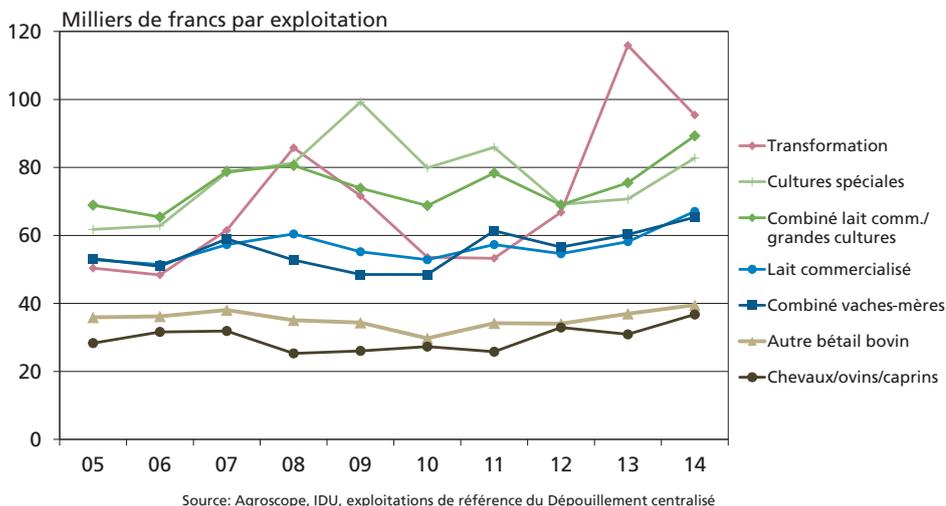


Fig. 5: Revenu agricole de types d'exploitation sélectionnés de 2005 à 2014.

et dans la région des collines (+6100 francs ou +10 %) est certes aussi élevée en valeur absolue, mais nettement plus modérée en valeur relative. Cette évolution est la conséquence de la nouvelle politique agricole.

Le revenu agricole varie également selon l'orientation de l'exploitation (type d'exploitation). L'évolution et le niveau du revenu permettent de distinguer quatre groupes. Les exploitations de type «Cultures spéciales» et «Combiné Lait commercialisé/Grandes cultures» affichent un revenu élevé et très volatile. Les exploitations de type «Transformation» et «Combiné Transformation» réalisent un revenu relativement élevé soumis à d'importantes fluctuations qui sont liées au cycle du porc. Les types d'exploitation «Grandes cultures», «Lait commercialisé», «Combiné Vaches-mères» et «Combiné Autres» obtiennent un revenu moyen qui évolue de manière relativement stable au fil des années. Les types d'exploitation «Vaches-mères», «Autre bétail bovin» et «Chevaux/ovins/caprins» affichent un revenu bas qui évolue peu dans le temps. La figure 5 représente l'évolution du revenu agricole d'au moins un représentant de chaque groupe. En 2014, l'évolution du revenu est positive pour la plupart des types d'exploitation: hormis les types d'exploitation «Transformation» et «Combiné Transformation» (-17,6 % resp. -6,7%), qui sont touchés par la baisse des prix sur le marché porcin, tous les types d'exploitation enregistrent des taux de croissance compris entre 6,8% (autre bétail bovin) et 24% (vaches-mères).

## Revenu du travail et salaire comparable

En 2014, le revenu moyen du travail par unité de main-d'œuvre familiale (à plein temps) s'élève à 52800 francs. Avec une hausse de 12% (+5800 francs), le revenu du travail augmente donc davantage que le revenu agricole. Ceci est lié à la baisse des intérêts calculés (-840 francs ou -19%) pour les capitaux propres investis dans l'exploitation.

Le revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale varie fortement d'une région à l'autre. En 2014, il s'élève en moyenne à 63600 francs (+5800 francs ou +10%) en région de plaine, à 51500 francs (+5800 francs ou +13%) dans la région des collines et à 38200 francs (+5700 francs ou +18%) en région de montagne. La meilleure évolution en région de montagne est due, tout comme pour le revenu agricole, à la hausse des paiements directs.

Comme le montre le tableau 1 pour la moyenne des trois années 2012 à 2014, les médianes du revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale se situent nettement en dessous des salaires comparables non agricoles régionaux. Sur la moyenne des trois années 2012 à 2014, le revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale représente 72% du

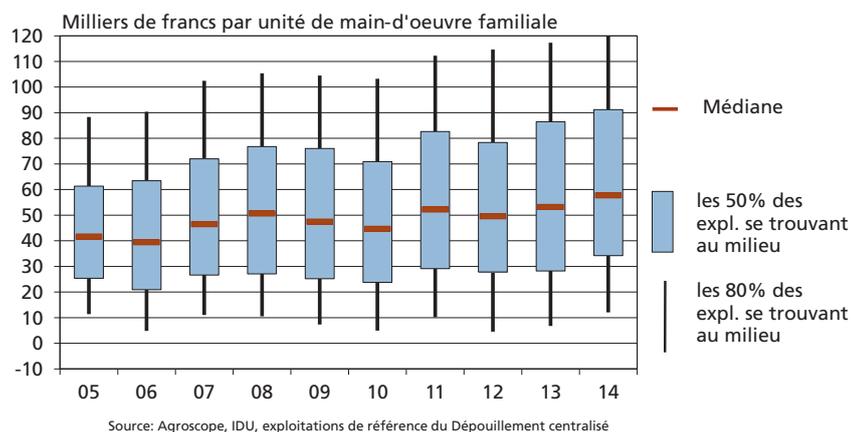


Fig. 6: Variation du revenu du travail en région de plaine de 2005 à 2014.

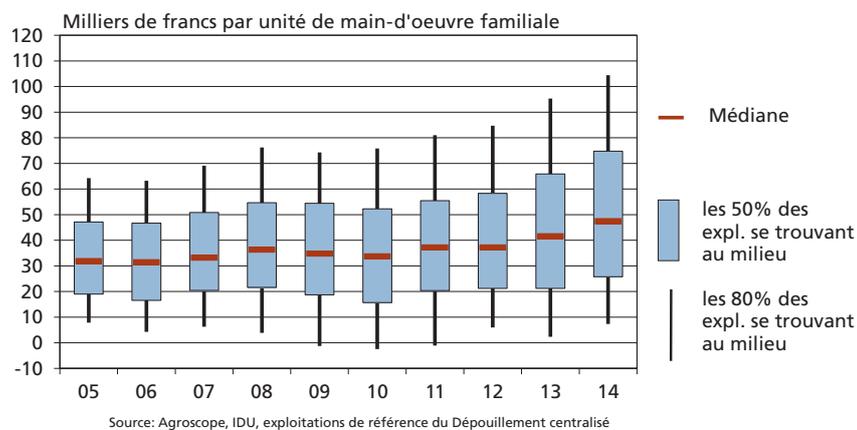


Fig. 7: Variation du revenu du travail en région des collines de 2005 à 2014.

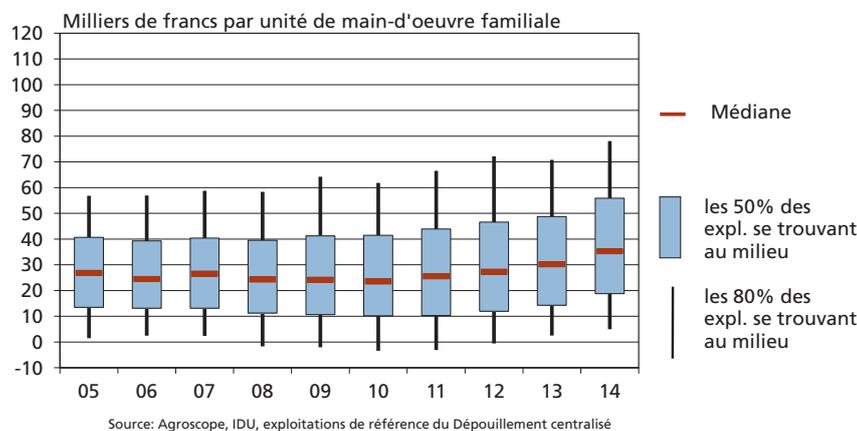


Fig. 8: Variation du revenu du travail en région de montagne de 2005 à 2014.

salaire comparable en région de plaine, 61% dans la région des collines et 49% en région de montagne. Durant l'exercice considéré, la situation est nettement meilleure avec respectivement 86%, 74% et 59% du revenu comparable.

Le tableau 2 montre que le quart des exploitations les plus prospères en 2014 a réalisé un revenu du travail supérieur à 76500 francs (quantile 75%), tandis qu'un quart des exploitations ont dû se contenter d'un revenu du travail inférieur à 25500 francs par unité de main-d'œuvre familiale (quantile 25%). Les diagrammes box plot présentés dans les figures 6 à 8 montrent la variabilité des revenus du travail dans les régions de plaine, de collines et de montagne au cours des dix dernières années. En 2014, en région de plaine, les 10% des exploi-

Tab. 1: Revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale et salaire de référence en 2012/2014.

	Région de plaine 2012/2014	Région des collines 2012/2014	Région de montagne 2012/2014
Revenu du travail (médiane) Fr./UTAF	53 503	42 076	30 949
Salaire de référence* (médiane) Fr./UTA	74 265	68 753	63 757

\* Source: Enquête sur la structure des salaires de l'OFS.

tations affichant les revenus du travail les plus élevés gagnent plus de 129 300 francs (décile 90 % dans le tableau 2), tandis qu'en région des collines et de montagne, les 10 % des exploitations avec les revenus du travail les plus faibles gagnent respectivement moins de 7 300 et 5 000 francs (décile 10 %).

Le revenu du travail par unité de main-d'œuvre familiale varie fortement non seulement d'une région à l'autre (tab. 1), mais également au sein de chacune d'entre elles. L'amplitude de variation (absolue) peut être mesurée grâce à l'écart interquartile défini comme la différence entre le 1<sup>er</sup> et le 3<sup>ème</sup> quartile. 50 % des exploitations se situent dans cet intervalle. Dans la région de plaine, l'écart interquartile est avec 57 000 francs (= 91 200–34 200 francs) nettement plus élevé qu'en région de montagne avec 37 100 francs.

Il est possible de se prononcer sur la disparité du revenu du travail à l'intérieur des trois régions à l'aide d'un indice de dispersion relatif, qui tient compte du niveau absolu des valeurs. On calcule pour cela le rapport entre le 3<sup>ème</sup> quartile et le 1<sup>er</sup> quartile. Plus ce quotient est élevé, plus l'écart relatif entre le quart inférieur et le quart supérieur des exploitations est important. Durant l'exercice étudié, l'indice de dispersion des exploitations est de 3,0 = Fr. 76 500.–/Fr. 25 500.–. Cela signifie que n'importe quelle exploitation du quart supérieur atteint un revenu du travail au moins 3 fois plus élevé que n'importe quelle exploitation du quart inférieur. Les valeurs correspondantes sont de 2,7 pour les exploitations de plaine, de 2,9 pour la région des collines et de 3,0 pour la région de montagne. Par rapport à l'année précédente, l'indice de dispersion a baissé dans toutes les régions (plaine –0,4; collines –0,2 et montagne –0,4; fig. 6,7 et 8).

## Revenu total, consommation privée, constitution de capitaux propres

En 2014, le **revenu total** qui se compose du revenu agricole et du revenu extra-agricole s'élève à 105 000 francs par ménage en région de plaine, à 91 200 francs dans la région des collines

et à 79 000 francs en région de montagne (fig. 9). L'évolution du revenu total dans le temps dépend fortement des fluctuations du revenu agricole. En 2014, les ménages agricoles ont atteint un **revenu extra-agricole** moyen de 26 300 francs sachant qu'environ 70 % proviennent d'activités professionnelles dépendantes et environ 20 % de paiements dits de transfert (comme les allocations familiales) ainsi que de produits de placements financiers. Au cours des dix dernières années, on a observé une hausse continue du revenu extra-agricole. Cette situation s'explique par un niveau général des salaires plus élevé ainsi que par une élévation du niveau de formation extra-agricole des membres de la famille du chef d'exploitation. Par contre, le nombre de jours de travail effectués dans les activités annexes ne varie que légèrement.

En fonction des fluctuations du revenu agricole, la part des revenus extra-agricoles dans le revenu total est plus importante dans les années agricoles moins favorables (p.ex. en 2010: 32 % en moyenne) que dans les bonnes (p.ex. en 2014: 28 % en moyenne), car le montant absolu des revenus extra-agricoles est soumis en moyenne à une moindre fluctuation (fig. 9). Toutefois, la hausse continue du revenu extra-agricole tend à se traduire par une augmentation du revenu total.

En 2014, les revenus extra-agricoles représentent 26 % du revenu total en région de plaine, 28 % dans la région des collines et 33 % en région de montagne. L'importance des revenus extra-agricoles varie en fonction de l'orientation de la production et de la taille de l'exploitation (fig. 10). Plus la prestation brute ou le revenu agricole est faible, plus la part du revenu extra-agricole est grande.

Les exploitations de type «Vaches-mères», «Autre bétail bovin» et «Chevaux/ovins/caprins» sont les plus petites en moyenne si l'on considère la prestation brute de la production agricole (en 2014: prestation brute inférieure à 81 000 francs). Les revenus extra-agricoles y contribuent à plus de 40 % au revenu total. Dans les types d'exploitation cités, le revenu total est plus bas que celui des autres types d'exploitation en dépit de la part élevée des revenus extra-agricoles. Les grandes exploitations telles que les exploitations «Combiné Lait commercialisé/Grandes cultures», les exploitations «Combiné Transformation (Porcs/volailles)» ou les exploitations de «Cultures spéciales» affichent la part de revenus extra-agricoles la moins élevée avec moins de 25 %. La composition de ces deux groupes (groupe «revenu total le plus bas» composé des types d'exploitation «Vaches-mères», «Autre bétail bovin» et «Chevaux/ovins/caprins»; groupe «revenu total le plus élevé» composé des types d'exploitation «Combiné Lait commercialisé/Grandes cultures», «Combiné transformation [Porcs/volailles]» et «Cultures spéciales») reste

Tab. 2: Quantiles et indice de dispersion pour le revenu du travail par unité de main-d'oeuvre familiale en 2014.

	Médiane	Quantiles en francs				Amplitude de variation (3 <sup>ème</sup> quartile/1 <sup>er</sup> quartile)
		Intervalle des 50 % des expl. se trouvant au milieu		Intervalle des 80 % des expl. se trouvant au milieu		
		Limite des 25 % <sup>1</sup> (1 <sup>er</sup> quartile)	Limite des 75 % (3 <sup>ème</sup> quartile)	Limite des 10 % <sup>2</sup>	Limite des 90 %	
Toute les exploitations	48 400	25 500	76 500	8 500	112 200	3.0
Région de plaine	57 700	34 200	91 200	12 100	129 300	2.7
Région des collines	47 500	25 700	74 800	7 300	104 400	2.9
Région de montagne	35 300	18 800	55 900	5 000	78 100	3.0

<sup>1</sup> Limite des 25 %: 25 % de toutes les exploitations se trouvent en dessous de cette valeur. <sup>2</sup> Limite des 10 %: 10 % de toutes les exploitations se trouvent en dessous de cette valeur.

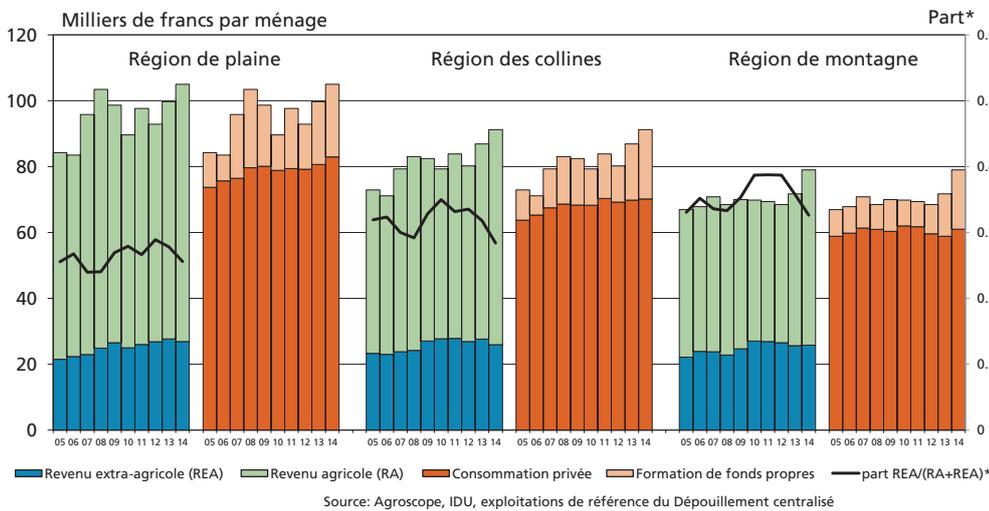


Fig. 9: Revenu, consommation privée, formation de capitaux propres de 2005 à 2014.

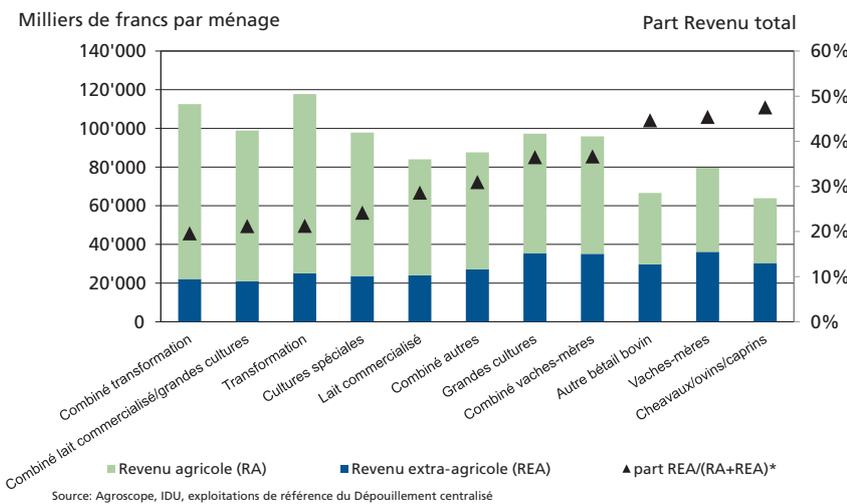


Fig. 10: Composition du revenu total pour les types d'exploitation, moyenne 2011-2014.

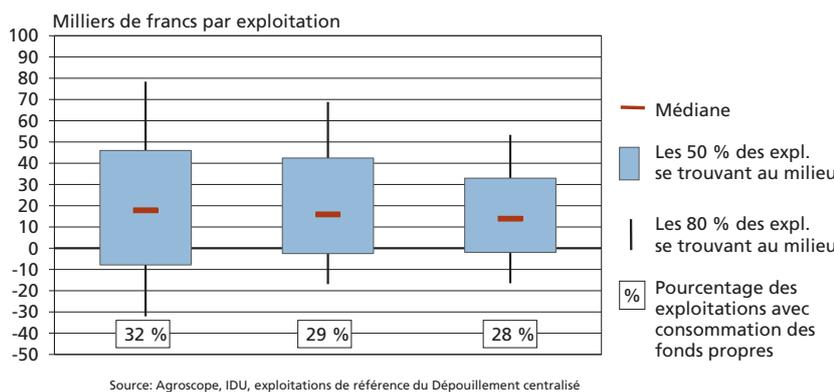


Fig. 11: Variation de la formation/consommation de capitaux propres en 2014.

stable sur la durée en dépit des fluctuations de revenu. Pour les autres types d'exploitation situés «en milieu de peloton» (fig. 10), le classement change au fil du temps suite aux fluctuations du revenu agricole. Il faut citer tout particulièrement les exploitations de transformation (Porcs/volailles) qui, après une forte augmentation du revenu agricole en 2013, sont passées de la première à la troisième place en 2014. Tout comme le revenu total, la **consommation privée** par famille est également plus faible en altitude. En 2014, elle s'élève à 82900 francs en région de plaine, à 70200 francs dans la région des collines et à 61000 francs en région de

montagne. Dans les différents types d'exploitation, la consommation privée est adaptée à la situation variable du revenu total. Les types d'exploitation «Autre bétail bovin» et «Chevaux/ovins/caprins» sont aussi ceux qui ont la consommation privée la plus faible avec moins de 58000 francs, tandis que les exploitations de type «Grandes cultures», avec près de 92100 francs, enregistrent la consommation privée la plus élevée.

Toutes années confondues, plus l'altitude est élevée plus la **constitution de capitaux propres** est faible (fig. 9). Il existe au sein des différentes régions d'importantes différences entre les exploitations en termes de constitution de capitaux propres (fig. 11), la variabilité étant la plus importante en région de plaine et la plus faible en région de montagne. Une constitution positive de capitaux propres signifie que l'exploitation peut faire plus que couvrir la perte de valeurs des immobilisations, prise en compte les amortissements, ainsi que les dépenses privées liées à son niveau de vie. Le montant restant utilisé pour la constitution de capitaux propres est disponible pour rembourser des dettes à long terme, financer des investissements en vue de développer l'exploitation, compenser le renchérissement de la consommation privée et du capital investi dans l'exploitation, ainsi que pour se constituer une fortune privée ou une assurance vieillesse privée. En 2014, 32% des exploitations de la région de plaine, 29% de celles de la

région des collines et 28% de celles de la région de montagne affichent une érosion des capitaux propres. Cela signifie qu'en 2014, ces familles vivent «sur la substance de l'exploitation».

### Cash-flow monétaire, investissements, financement

Le tableau de financement renseigne sur l'évolution des liquidités, les opérations d'investissement et les sources de financement. Le dépouillement centralisé considère l'unité «Ménage» qui comprend l'entreprise et le privé. Par consé-

quent, la modification des liquidités tient compte non seulement de l'activité de l'exploitation (flux monétaires de l'agriculture), mais aussi des flux monétaires issus des activités non agricoles et des prélèvements privés.

En corrigeant le revenu agricole des effets comptables qui n'agissent pas sur les liquidités, on obtient les **flux monétaires de l'agriculture** (ESO après intérêts financiers). En termes de valeur, cette correction concerne principalement les amortissements et le loyer calculé pour le bâtiment d'habitation. Par rapport à 2013, les flux monétaires de l'agriculture ont augmenté de 7,0 % soit de 6100 francs pour atteindre 93300 francs par exploitation (fig. 12). Le revenu agricole, lui, a augmenté de 10,5 % soit 6400 francs. L'évolution légèrement différente du revenu agricole et des flux monétaires de l'agriculture est due à plusieurs effets contraires. Premièrement les amortissements en hausse (coûts calculés influençant le résultat plus élevés, donc plus de flux monétaires), deuxièmement l'augmentation des stocks (prestations sans effet sur les liquidités, donc flux monétaires plus bas) et troisièmement l'augmentation du loyer calculé pour le bâtiment d'habitation suite à la hausse des coûts (prestations calculées influençant le résultat plus élevées, donc moins de flux monétaires). Le **cash-flow monétaire avant prélèvements privés** (flux monétaires de l'agriculture plus cash-flow monétaire hors exploitation) a augmenté chaque année de 2005 à 2014 à l'exception de l'année 2010. En 2014, il a atteint un niveau record sur dix ans avec 120200 francs par ménage. Tandis que les flux monétaires de l'agriculture ont augmenté de 7,0 % par rapport à l'année précédente, les flux monétaires hors exploitation ont baissé de 2,6 %. Les flux monétaires avant prélèvements privés peuvent être utilisés pour des prélèvements privés, le remboursement de dettes, des investissements, des retraits privés ou encore pour l'épargne.

En 2014, les **prélèvements privés** représentent 60700 francs, ce qui se traduit par un **cash-flow monétaire (opérations courantes entreprise et privé)** de 59500 francs par ménage. Durant la période considérée (2005–2014), ce dernier augmente d'environ 43 % car la hausse des prélèvements privés (11 %) est moins importante que la hausse du cash-flow monétaire avant prélèvements privés (25 %). Par rapport à l'année précédente, en 2014, le cash-flow a augmenté davantage en région de montagne (12,8 %) que dans la région des collines (9,4 %) et la région de plaine (4,1 %).

En 2014, les exploitations ont investi 61400 francs en moyenne (fig. 13), sachant que les **investissements** diminuent en valeur absolue plus l'altitude est élevée. Les investissements représentent environ 6,2 % de la somme du bilan en région de plaine et 6,3 % dans la région des collines et la région de montagne.

En 2014, les investissements ont légèrement baissé dans les exploitations de référence pour se situer légèrement au-dessus du niveau élevé de 2012. Durant la période de 2005 à

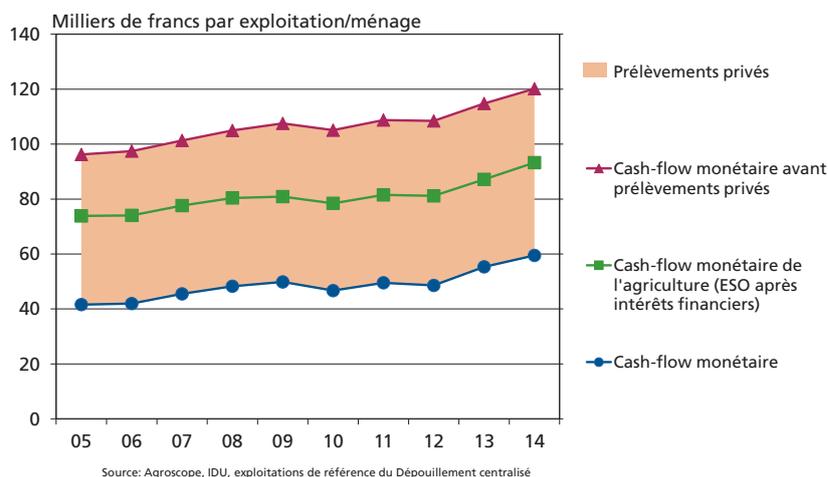


Fig. 12: Opérations courantes entreprise et privé du tableau de financement de 2005 à 2014.

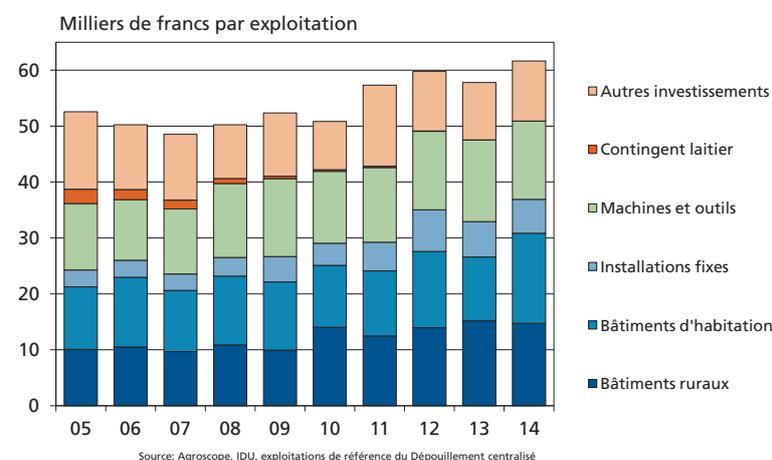
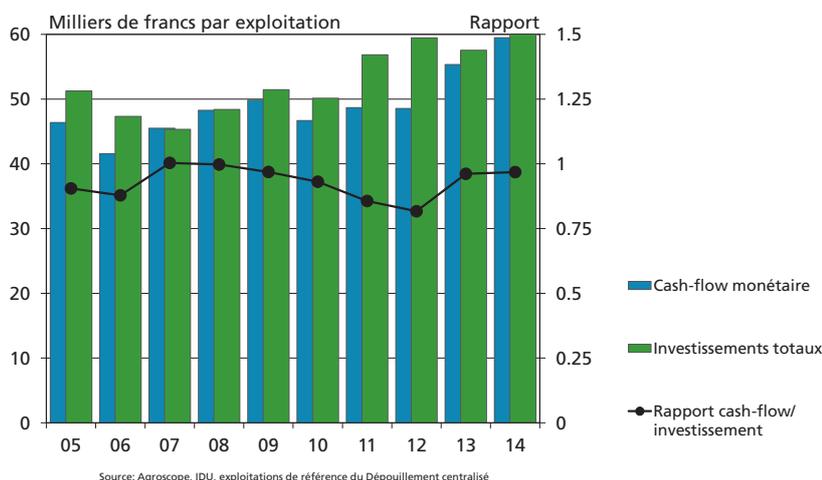


Fig. 13: Investissements de 2005 à 2014.

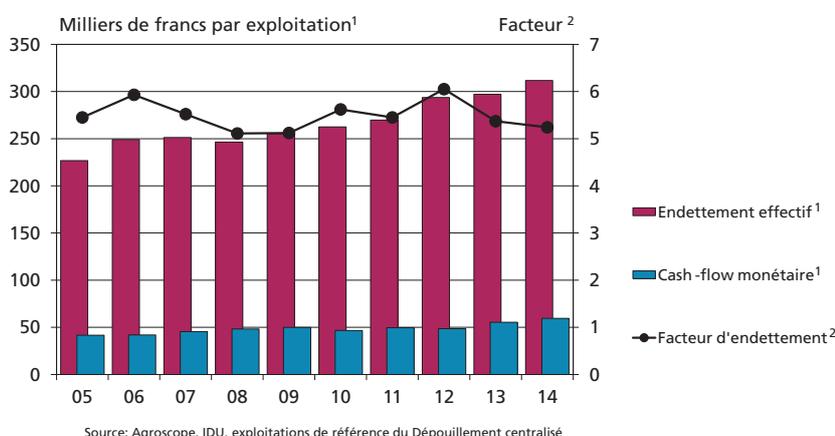
2014, un peu plus de la moitié des investissements ont été effectués dans les bâtiments ruraux et les bâtiments d'habitation, ainsi que dans les installations fixes. En 2014, les investissements dans les bâtiments d'habitation ont augmenté de 4700 francs et s'élèvent à environ 16100 francs. En 2014, les investissements dans les bâtiments ruraux ont baissé de 500 francs pour atteindre 14700 francs. Les investissements des exploitations de référence dans les installations fixes (p. ex. grilles de séparation, installations de traite, grues) reculent de 300 francs pour atteindre 6000 francs. En 2014, les investissements dans les machines et outils baissent de près de 600 francs et se montent à 14000 francs. Les autres investissements chutent d'environ 500 francs et s'élèvent à 10600 francs.

Généralement, les investissements dépendent de l'âge du chef d'exploitation. Les gros investissements sont normalement effectués par de jeunes chefs d'exploitation qui viennent de reprendre le domaine. De 2006 à 2011, la période des gros investissements s'est cependant décalée. Ces années-là, les investissements effectués par le groupe des chefs d'exploitation de moins de 35 ans ont enregistré une baisse continue. En 2011, le montant moyen des investissements effectués par ce groupe se situait légèrement en dessous de celui du groupe des chefs d'exploitation âgés de 35 à 45 ans. Une explication pourrait résider dans l'arrivée à échéance des dispositions transitoires de la législation sur la



Source: Agroscope, IDU, exploitations de référence du Dépouillement centralisé

Fig. 14: Evolution du rapport cash-flow/investissements de 2005 à 2014.



Source: Agroscope, IDU, exploitations de référence du Dépouillement centralisé

Fig. 15: Facteur d'endettement de 2005 à 2014.

protection des animaux. A partir de 2012, les investissements suivent de nouveau le schéma classique et en 2013, les investissements des jeunes chefs d'exploitation de moins de 35 ans sont à nouveau nettement plus élevés (105000 francs). En 2014, les investissements des deux groupes de chefs d'exploitation les plus jeunes sont de nouveau du même ordre, avec environ 90000 francs.

La comparaison des opérations courantes entreprise et privé et des opérations d'investissement (fig. 14) montre dans quelle mesure les investissements peuvent être financés par des ressources générées par l'exploitation et le ménage. Un excédent monétaire signifie que les ressources générées par les opérations courantes (entreprise et privé) sont plus importantes que les investissements. Un déficit monétaire signifie que les investissements doivent être cofinancés par l'emprunt de capitaux supplémentaires. Dans les dix années considérées, les investissements n'ont pu être couverts entièrement par le cash-flow monétaire (opérations courantes entreprise et privé) qu'en 2007 et 2008. Si l'on considère les régions séparément, on constate qu'un excédent monétaire n'est enregistré que pour quelques rares années en régions de plaine et de montagne. En 2014, en région de montagne, une hausse plus marquée du cash-flow monétaire accompagnée d'une légère augmentation des prélèvements privés et des investissements s'est traduite par un excédent monétaire. L'importance d'un manque ou d'un excédent de financement s'exprime par le rapport cash-flow/investissements (fig. 14).

En 2014, les investissements ayant autant progressé que le cash-flow monétaire (opérations courantes entreprise et privé), le rapport cash-flow/investissements a légèrement augmenté et est, avec une valeur égale à 0,97, presque équilibré.

Le manque de liquidités peut être compensé par l'emprunt de capitaux. Il faut cependant veiller à ce que la part des dettes ne soit pas trop élevée. Le **facteur d'endettement** est un chiffre qui met en rapport le potentiel économique de production d'une exploitation et sa situation d'endettement. Le rapport entre l'endettement effectif et le cash-flow (opérations courantes entreprise et privé) indique combien de fois il faudrait réaliser le dernier cash-flow pour éponger toutes les dettes. De 2005 à 2014, le total du bilan, les capitaux propres et l'endettement effectif augmentent (fig. 15). De 2005 à 2006, le facteur d'endettement augmente lui aussi, car le cash-flow n'augmente pas dans les mêmes proportions (fig. 15). En 2007 et 2008, la situation s'améliore grâce à une augmentation du cash-flow et à un endettement effectif constant. Après une évolution contrastée en 2009 et une hausse en 2012, le facteur d'endettement a reculé en 2013 et 2014 car le cash-flow a connu une augmentation supérieure à celle de l'endettement effectif. En 2014, il est de 5,20 et ne se situe donc que légèrement au-dessus des deux valeurs les plus basses des dix dernières années. Grâce à une hausse du cash-flow, la situation s'est améliorée en

région de montagne où le facteur est passé de 5,3 à 4,5. En région de plaine, le facteur est de 5,4 et dans la région des collines de 5,6. Si l'on considère qu'une entreprise doit avoir un facteur d'endettement inférieur à 5,0 pour pouvoir s'adapter à des conditions du marché en mutation (Pfefferli et al. 2005), l'exploitation moyenne se situe donc dans une position intermédiaire. Par rapport aux années qui précèdent 2005, la situation s'est cependant légèrement dégradée, car les exploitations parviennent à générer moins de ressources avec le capital (emprunté) à disposition. Toutefois, les exploitations bénéficient en 2014 du niveau toujours très bas des taux d'intérêt.

## Impressum

Éditeur	Agroscope, Tänikon 1, 8356 Ettenhausen, <a href="http://www.agroscope.ch">www.agroscope.ch</a>
Renseignements	Dierk Schmid, <a href="mailto:dierk.schmid@agroscope.admin.ch">dierk.schmid@agroscope.admin.ch</a> Daniel Hoop, <a href="mailto:daniel.hoop@agroscope.admin.ch">daniel.hoop@agroscope.admin.ch</a>
Traduction	Service de traduction Agroscope
Mise en page et impression	Sonderegger Publish AG, Weinfelden
Download	<a href="http://www.rapportdebase.ch">www.rapportdebase.ch</a>
Copyright	© Agroscope 2015
Changements d'adresses	Office fédéral des constructions et de la logistique OFCL, Berne e-mail: <a href="mailto:verkauf.zivil@bbl.admin.ch">verkauf.zivil@bbl.admin.ch</a>
ISSN	2296-7222 (print), 2296-7230 (online)

Tabl. 3: Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente avec et sans effet d'échantillonnage.  
Toutes les exploitations et classement par région

		Toutes les exploitations Δ en % de 2013 à 2014		Région de plaine Δ en % de 2013 à 2014	
		Exploitations de référence	Exploitations comparables	Exploitations de référence	Exploitations comparables
Surface agricole utile	%	1.5	1.7	1.6	1.3
Cheptel vif total (en propriété)	%	3.4	3.4	5.1	3.3
<b>Famille et main-d'œuvre</b>					
<b>Travail</b>					
Main-d'œuvre de l'exploitation	%	1.8	1.8	3.3	2.2
Main-d'œuvre familiale	%	0.8	0.0	0.0	-0.9
Employés	%	6.1	6.4	7.7	6.3
<b>Utilisation du sol</b>					
Surface agricole utile (SAU)	%	1.5	1.7	1.6	1.3
Terres ouvertes	%	1.0	1.9	1.7	1.9
Surface herbagère	%	1.2	1.4	0.6	0.2
Cultures pérennes	%	13.6	6.4	13.1	6.7
<b>Cheptel vif moyen en propriété</b>					
Cheptel vif total	%	3.4	3.4	5.1	3.3
Bovins	%	3.8	1.9	4.7	0.9
Divers animaux consom. fourrages grossiers	%	-8.3	-8.3	0.0	16.7
Porcs	%	6.7	10.3	7.3	12.8
Volaille	%	0.0	10.0	6.7	20.0
<b>Prestation brute</b>					
Prestation brute totale	%	6.2	5.5	6.4	4.8
Prestation brute de la production agricole	%	8.8	7.8	9.0	7.5
Production végétale	%	17.5	15.7	16.1	14.6
Production animale	%	6.4	5.8	6.0	4.5
Paiements directs	%	1.1	0.1	-3.7	-5.1
<b>Coûts réels</b>					
Coûts réels totaux	%	4.9	4.4	5.8	4.1
Coûts matériels	%	4.8	4.1	5.8	3.8
Coûts matériels production végétale	%	4.7	5.3	4.7	5.2
Coûts matériels production animale	%	3.0	2.2	2.9	1.5
Coûts matériels para-agriculture	%	0.5	2.1	11.9	2.6
Coûts de structure matériels (cts. de str. 1) dont Amortissements totaux	%	6.2	5.3	7.4	5.0
Coûts de structure 2	%	4.7	5.7	7.4	4.1
Coûts de structure 2	%	5.4	3.9	6.0	5.7
<b>Coûts de structure propres (calculés)</b>					
Intérêt calculé du capital propre de l'exploitation	%	-19.0	-19.2	-19.7	-19.8
Prétention de salaire de la main-d'œuvre familiale	%	1.2	0.6	0.4	0.2
<b>Résultats de l'exploitation</b>					
Revenu social	%	8.7	8.0	7.5	6.6
Revenu agricole (RA)	%	10.5	9.1	8.5	7.1
Revenu du travail par UTAF	%	12.4	11.6	10.0	9.8
<b>Résultats revenu extra-agricole</b>					
Revenu extra-agricole	%	-3.0	-0.5	-3.0	1.6
<b>Résultats entreprise/privé</b>					
Revenu total	%	6.3	6.3	5.3	5.6
Formation de fonds propres	%	23.1	22.1	15.9	23.0
<b>Tableau de financement TNG</b>					
ESO après intérêts financiers	%	7.0	7.0	4.4	5.1
Cash-flow monétaires hors exploitation	%	-2.6	-0.2	-3.0	2.2
Prélèvements privés	%	2.0	2.3	1.5	0.9
Cash-flow monétaire	%	7.5	8.6	4.1	8.5
<b>Secteur investissement</b>					
Investissements totaux	%	6.8	-2.3	8.3	-2.0

Δ en % de 2013 à 2014: variation de la variable considérée en pourcentage entre 2013 et 2014.

Exploitations de référence: variation en prenant en considération toutes les exploitations de référence.

Exploitations comparables: variation lorsque seules sont prises en compte, les exploitations qui ont participé au dépouillement l'année en cours et l'année précédente. Ce pourcentage représente une approximation de l'évolution entre 2013 et 2014 lorsque l'effet d'échantillonnage a été éliminé.

Tabl. 3: Pourcentage de variation par rapport à l'année précédente avec et sans effet d'échantillonnage.  
Toutes les exploitations et classement par région

		Région des collines Δ en % de 2013 à 2014		Région de montagne Δ en % de 2013 à 2014	
		Exploitations de référence	Exploitations comparables	Exploitations de référence	Exploitations comparables
Surface agricole utile	%	1.0	2.3	1.6	2.3
Cheptel vif total (en propriété)	%	1.7	3.0	3.2	3.0
<b>Famille et main-d'œuvre</b>					
<b>Travail</b>					
Main-d'œuvre de l'exploitation	%	0.6	0.6	1.9	0.6
Main-d'œuvre familiale	%	-0.8	-0.8	0.0	-0.8
Employés	%	2.3	7.3	7.4	7.3
<b>Utilisation du sol</b>					
Surface agricole utile (SAU)	%	1.0	2.3	1.6	2.3
Terres ouvertes	%	-3.0	-1.2	-23.5	-1.2
Surface herbagère	%	1.5	2.9	1.8	2.9
Cultures pérennes	%	11.1	5.3	0.0	5.3
<b>Cheptel vif moyen en propriété</b>					
Cheptel vif total	%	1.7	3.0	3.2	3.3
Bovins	%	2.5	2.4	3.2	3.2
Divers animaux consom. fourrages grossiers	%	-8.3	-8.3	0.0	-5.0
Porcs	%	9.4	12.9	0.0	12.5
Volaille	%	-23.1	11.1	0.0	0.0
<b>Prestation brute</b>					
Prestation brute totale	%	4.4	5.6	7.4	6.7
Prestation brute de la production agricole	%	8.5	8.8	7.4	6.5
Production végétale	%	21.3	18.0	26.6	14.2
Production animale	%	6.9	7.7	6.3	6.0
Paiements directs	%	-0.2	-0.1	8.9	7.7
<b>Coûts réels</b>					
Coûts réels totaux	%	2.7	4.7	4.7	3.9
Coûts matériels	%	2.7	4.4	4.5	4.3
Coûts matériels production végétale	%	5.4	6.0	-3.2	-8.1
Coûts matériels production animale	%	3.5	4.1	2.2	1.2
Coûts matériels para-agriculture	%	-16.9	5.5	-14.3	-9.5
Coûts de structure matériels (cts. de str. 1) dont Amortissements totaux	%	3.2	4.3	6.6	6.8
Coûts de structure 2	%	2.8	7.1	6.1	1.3
<b>Coûts de structure propres (calculés)</b>					
Intérêt calculé du capital propre de l'exploitation	%	-20.8	-19.0	-18.7	-18.6
Prétention de salaire de la main-d'œuvre familiale	%	0.3	-0.1	1.7	1.9
<b>Résultats de l'exploitation</b>					
Revenu social	%	7.9	8.1	12.9	11.4
Revenu agricole (RA)	%	10.2	8.6	15.5	15.1
Revenu du travail par UTAF	%	12.8	11.6	17.6	16.7
<b>Résultats revenu extra-agricole</b>					
Revenu extra-agricole	%	-6.2	-2.1	0.5	-3.0
<b>Résultats entreprise/privé</b>					
Revenu total	%	5.0	5.4	10.1	8.6
Formation de fonds propres	%	23.7	22.6	39.6	21.1
<b>Tableau de financement TNG</b>					
ESO après intérêts financiers	%	9.4	9.0	10.1	8.8
Cash-flow monétaires hors exploitation	%	-6.2	-2.2	1.9	-2.8
Prélèvements privés	%	1.8	2.5	3.3	4.7
Cash-flow monétaire	%	9.4	10.4	12.8	6.6
<b>Secteur investissement</b>					
Investissements totaux	%	8.7	5.4	1.0	-11.2

Δ en % de 2013 à 2014: variation de la variable considérée en pourcentage entre 2013 et 2014.

Exploitations de référence: variation en prenant en considération toutes les exploitations de référence.

Exploitations comparables: variation lorsque seules sont prises en compte, les exploitations qui ont participé au dépeuplement l'année en cours et l'année précédente. Ce pourcentage représente une approximation de l'évolution entre 2013 et 2014 lorsque l'effet d'échantillonnage a été éliminé.

## Annexe: Toutes les exploitations de 2012 à 2014

		Toutes				classées selon le revenu du travail*			
		2012	2013	2014	2012/14	G1 2012/14	G2 2012/14	G3 2012/14	G4 2012/14
Exploitations de référence	Nbre	2 951	2 655	2 395	2 667	571	684	715	697
Exploitations représentées	Nbre	46 011	44 964	43 788	44 921	11 241	11 225	11 232	11 223
<b>Structure de l'exploitation</b>									
Main-d'oeuvre de l'exploitation	UTA	1.69	1.70	1.73	1.71	1.56	1.69	1.71	1.87
dont main-d'oeuvre familiale	UTAF	1.21	1.21	1.22	1.21	1.19	1.32	1.24	1.10
<b>Surface agricole utile</b>	<b>ha</b>	<b>21.80</b>	<b>22.29</b>	<b>22.62</b>	<b>22.24</b>	<b>16.12</b>	<b>20.23</b>	<b>23.56</b>	<b>29.03</b>
dont terres ouvertes	ha	5.55	5.79	5.85	5.73	2.97	3.99	5.35	10.61
dont surface herbagère	ha	15.62	15.89	16.08	15.86	12.70	15.82	17.54	17.39
dont cultures spéciales	ha	0.53	0.52	0.60	0.55	0.37	0.33	0.51	0.99
Surface de l'exploitation en fermage	ha	9.92	10.23	10.41	10.19	7.12	8.83	10.72	14.08
Part des exploitations en fermage	%	7.8	8.2	7.2	7.7	6.3	6.3	7.6	10.7
<b>Cheptels vifs moyens en propriété</b>									
Vaches	Têtes	15.4	15.9	16.5	15.9	11.1	15.3	17.9	19.5
Porcs d'élevage	Têtes	2.5	2.4	2.4	2.4	0.9	1.2	2.2	5.4
Porcs à l'engrais	Têtes	11.5	10.5	12.2	11.4	3.5	7.2	13.2	21.6
Cheptel vif total	UGB	26.1	26.6	27.5	26.7	18.0	23.7	28.8	36.5
dont bovins	UGB	20.7	21.3	22.1	21.4	14.9	20.5	23.7	26.5
dont divers animaux consom. du FG	UGB	1.2	1.2	1.1	1.2	1.8	1.0	0.9	1.0
dont porcs	UGB	3.2	3.0	3.2	3.1	1.0	1.8	3.3	6.3
<b>Intensité</b>									
Charge en bétail	UGB/ha SAU	1.18	1.18	1.20	1.19	1.10	1.15	1.20	1.25
Surface fourr. princip. par UGB FG	a/UGBFG	79	78	77	78	83	81	79	72
Surface par main-d'oeuvre	ha SAU/UTA	12.88	13.13	13.06	13.02	10.31	12.01	13.75	15.56
<b>Bilan de clôture</b>									
Actif total	Fr.	925 973	938 408	983 810	949 397	762 831	858 992	979 725	1 196 372
Actifs de l'exploitation	Fr.	869 613	884 503	923 368	892 495	717 055	803 109	920 523	1 129 612
Actifs circulants	Fr.	129 796	133 227	141 632	134 885	91 668	117 260	141 891	188 796
Actif animal	Fr.	58 524	59 957	62 170	60 217	43 346	55 962	65 058	76 530
Immobilisations	Fr.	681 293	691 319	719 566	697 393	582 041	629 887	713 574	864 286
dont immob. corporelles meubles	Fr.	75 391	77 225	79 490	77 369	68 835	68 225	77 245	95 188
dont machines et outils	Fr.	67 600	69 529	71 704	69 611	61 627	60 981	69 482	86 372
dont immob. corporelles immeubles	Fr.	599 862	608 117	634 100	614 026	508 957	556 179	630 500	760 714
dont bâtiments et installations fixes	Fr.	470 371	478 162	498 455	482 329	422 556	447 233	493 412	566 229
dont sols	Fr.	119 734	120 611	125 438	121 928	78 008	100 788	126 687	182 308
Actifs hors exploitation	Fr.	56 359	53 905	60 441	56 902	45 776	55 883	59 202	66 761
Passif total	Fr.	925 973	938 408	983 810	949 397	762 831	858 992	979 725	1 196 372
Capital étranger à court terme	Fr.	21 163	19 498	22 522	21 061	18 530	16 905	20 645	28 175
Capital étranger à moyen et long terme	Fr.	403 902	414 248	433 235	417 128	372 864	370 852	414 562	510 330
dont crédit d'investissement	Fr.	63 056	64 404	64 932	64 131	44 763	55 433	67 692	88 670
dont crédit hypothécaire	Fr.	229 152	238 481	250 475	239 369	229 370	215 829	233 490	278 821
Capital propre total	Fr.	500 907	504 662	528 052	511 207	371 437	471 235	544 518	657 868
dont capital propre de l'exploitation	Fr.	465 191	469 886	490 341	475 139	346 360	435 931	503 631	614 851
<b>Prestation brute</b>									
Prestation brute totale	Fr.	259 754	272 343	289 097	273 732	166 548	224 922	285 960	417 685
Prestation brute de la prod. agricole	Fr.	153 000	163 785	178 149	164 978	90 719	127 176	170 687	271 465
Production végétale	Fr.	35 766	34 788	40 874	37 143	19 610	24 394	33 902	70 701
dont céréales, pdt., bett. sucrières	Fr.	13 172	13 211	14 325	13 569	5 716	9 091	12 268	27 218
dont cultures spéciales	Fr.	14 265	14 009	17 600	15 291	9 148	9 218	13 418	29 396
Production animale	Fr.	117 234	128 997	137 275	127 836	71 109	102 782	136 785	200 764
dont production bovine	Fr.	84 668	90 716	99 909	91 764	58 542	82 791	101 264	124 513
dont lait, produits laitiers	Fr.	50 866	55 357	61 920	56 048	31 473	49 420	63 024	80 313
dont production porcine	Fr.	20 220	24 436	22 931	22 529	6 832	12 884	23 359	47 070
Paiements directs	Fr.	62 933	64 319	65 018	64 090	47 769	60 322	68 168	80 127
dont contr. au paysage cultivé	Fr.			10 187					
dont contr. à sécurité de l'approvisionnement	Fr.			24 235					
dont contr. à la biodiversité	Fr.			7 981					
dont contr. à la qualité du paysage	Fr.			1 751					
dont contr. au système de production	Fr.			10 506					
dont contr. de transition	Fr.			7 004					
Para-agriculture, div. prestations brutes	Fr.	43 821	44 239	45 930	44 663	28 061	37 424	47 105	66 092
dont trav. pour des tiers, locat. mach.	Fr.	7 377	7 904	7 822	7 701	4 142	5 705	8 653	12 311
dont vente directe, vinification	Fr.	12 095	11 055	11 196	11 449	6 242	10 339	11 241	17 982

\*G1: Moyenne des 25% meilleures exploitations, G4: Moyenne des 25% plus mauvaises exploitations.

## Annexe: Toutes les exploitations de 2012 à 2014

		Toutes				classées selon le revenu du travail*			
		2012	2013	2014	2012/14	G1 2012/14	G2 2012/14	G3 2012/14	G4 2012/14
Exploitations de référence	Nbre	2 951	2 655	2 395	2 667	571	684	715	697
Exploitations représentées	Nbre	46 011	44 964	43 788	44 921	11 241	11 225	11 232	11 223
<b>Coûts réels</b>									
Coûts réels total	Fr.	203 790	210 957	221 291	212 013	156 870	177 620	213 900	299 769
Coûts matériels	Fr.	171 564	178 178	186 749	178 830	131 985	152 472	182 298	248 654
dont coûts matériels prod. végétale	Fr.	12 763	13 075	13 694	13 177	8 219	9 558	12 501	22 441
dont engrais	Fr.	3 060	3 252	3 259	3 190	1 852	2 509	3 173	5 229
dont protection phytosanitaire	Fr.	2 640	2 719	2 915	2 758	1 641	1 824	2 557	5 011
dont coûts matériels prod. animale	Fr.	56 221	61 043	62 884	60 050	38 491	47 832	62 364	91 551
dont aliments pour animaux	Fr.	27 138	29 743	31 531	29 471	17 819	22 661	30 336	47 090
dont achats d'animaux	Fr.	15 992	17 859	17 648	17 166	9 733	12 455	18 138	28 353
dont coûts de structure mat. (c.d.str.1)	Fr.	96 376	98 199	104 278	99 618	82 106	89 197	102 093	125 107
dont trav.p.des tiers, loc.de machines	Fr.	10 851	11 092	12 019	11 321	7 868	9 701	11 620	16 099
dont machines et outils	Fr.	29 643	29 721	31 030	30 131	25 003	27 127	30 660	37 745
dont réparations, petit outillage	Fr.	11 416	11 519	12 278	11 738	9 718	10 894	12 050	14 291
dont amortissements	Fr.	13 451	13 438	13 845	13 578	11 620	12 108	13 697	16 891
dont bâtiments et installations fixes	Fr.	32 673	34 010	37 053	34 579	28 672	30 592	35 931	43 130
dont réparations, entretien	Fr.	9 835	10 409	12 261	10 835	8 568	8 863	11 355	14 558
dont amortissements	Fr.	20 772	21 406	22 634	21 604	18 147	19 609	22 347	26 319
dont coûts généraux	Fr.	16 372	16 531	17 217	16 706	14 393	15 246	16 766	20 425
dont assurance accid./RC/mobilière	Fr.	4 246	4 346	4 484	4 359	3 874	4 151	4 451	4 960
dont énergie électrique	Fr.	3 806	3 780	3 965	3 850	3 222	3 544	3 977	4 660
Coûts de structure 2	Fr.	32 226	32 779	34 542	33 182	24 886	25 148	31 601	51 114
Coûts de la main-d'œuvre salariée	Fr.	18 514	19 047	20 899	19 487	14 113	14 045	17 877	31 924
Fermage/location	Fr.	7 112	7 374	7 452	7 313	4 465	5 508	7 465	11 819
Intérêts des dettes	Fr.	6 697	6 402	6 210	6 436	6 252	5 589	6 365	7 540
Autres charges/produits financiers	Fr.	-97	-45	-18	-53	56	6	-106	-169
<b>Résultats de l'exploitation</b>									
Revenu social	Fr.	88 191	94 165	102 348	94 901	34 564	72 450	103 662	169 030
Revenu agricole	Fr.	55 965	61 386	67 806	61 719	9 678	47 303	72 061	117 916
Intérêt calculé du capital propre de l'expl.	Fr.	3 070	4 417	3 579	3 689	2 676	3 393	3 907	4 781
Prétention de salaire de la MO familiale	Fr.	83 968	84 237	85 222	84 475	81 121	91 433	86 595	78 754
Bénéfice/perte calculé(e)	Fr.	-31 073	-27 268	-20 995	-26 445	-74 119	-47 524	-18 441	34 381
Rendement net	Fr.	-21 403	-16 493	-11 224	-16 374	-65 136	-38 536	-8 275	46 533
Rente des fonds propres	Fr.	-28 003	-22 851	-17 416	-22 756	-71 444	-44 130	-14 534	39 162
Revenu du travail de la MO familiale	Fr.	52 895	56 969	64 226	58 030	7 002	43 909	68 154	113 135
Revenu du travail par UTAF	Fr./UTAF	43 707	47 027	52 835	47 857	5 884	33 148	55 081	102 906
<b>Relation revenu social/facteurs utilisés</b>									
Revenu social par main-d'oeuvre	Fr./UTA	52 128	55 444	59 075	55 549	22 117	42 971	60 479	90 432
Revenu social par ha SAU	Fr./ha SAU	4 046	4 224	4 525	4 265	2 146	3 580	4 396	5 820
Relation Revenu social/Actifs de l'expl.	%	10.1	10.6	11.1	10.6	4.8	9.0	11.3	15.0
<b>Rentabilité</b>									
Rentabilité des fonds propres	%	-6.0	-4.9	-3.6	-4.8	-20.7	-10.2	-2.9	6.3
Rentabilité du capital total	%	-2.5	-1.9	-1.2	-1.8	-9.1	-4.8	-0.9	4.1
Revenu extra-agricole	Fr.	26 772	27 127	26 313	26 737	37 126	24 326	21 894	23 590
<b>Résultats entreprise/privé</b>									
Revenu total	Fr.	82 736	88 513	94 119	88 456	46 804	71 629	93 955	141 507
Consommation privée de la famille	Fr.	71 118	71 724	73 454	72 099	58 181	65 532	74 240	90 466
Formation de fonds propres	Fr.	11 619	16 789	20 665	16 358	-11 377	6 097	19 715	51 041
Mouvement financier av. le compte privé	Fr.	3 965	4 288	530	2 928	12 790	4 108	2 934	-8 137
Modification des fonds propres	Fr.	15 584	21 077	21 195	19 285	1 413	10 204	22 649	42 904
<b>Paramètres du bilan</b>									
Liquidité degré 2	%	621	701	639	654	511	739	755	660
Degré de financement étranger	%	46	46	46	46	51	45	44	45
Degré de couverture des immobilisations	%	118	119	119	119	115	119	120	120
<b>Tableau de financement TNG</b>									
ESO après intérêts financiers	Fr.	81 170	87 177	93 269	87 205	33 900	71 226	97 002	146 779
Cash-flow monétaire	Fr.	48 562	55 329	59 481	54 457	23 052	41 342	58 165	95 323
Excédent/manque monétaire	Fr.	-10 893	-2 220	-1 966	-5 026	-26 550	-15 910	2 252	20 132
Variation de la trésorerie nette globale	Fr.	5 756	10 169	7 655	7 860	1 134	3 500	9 281	17 532
Rapport cash-flow/investissements	%	82	96	97	92	48	73	104	127

\*G1: Moyenne des 25% meilleures exploitations, G4: Moyenne des 25% plus mauvaises exploitations.

## Annexe: Région de plaine de 2012 à 2014

		Région de plaine				classées selon le revenu du travail*			
		2012	2014	2014	2012/14	G1 2012/14	G2 2012/14	G3 2012/14	G4 2012/14
Exploitations de référence	Nbre	1 226	1 108	1 015	1 116	255	282	286	293
Exploitations représentées	Nbre	20 845	20 304	19 853	20 334	5 090	5 083	5 092	5 068
<b>Structure de l'exploitation</b>									
Main-d'oeuvre de l'exploitation	UTA	1.81	1.80	1.86	1.83	1.74	1.79	1.82	1.95
dont main-d'oeuvre familiale	UTAF	1.16	1.16	1.16	1.16	1.15	1.26	1.18	1.05
Surface agricole utile	ha	22.96	23.56	23.94	23.49	18.69	21.25	24.13	29.91
dont terres ouvertes	ha	10.21	10.66	10.84	10.57	7.39	8.73	10.67	15.52
dont surface herbagère	ha	11.75	11.91	11.98	11.88	10.40	11.67	12.23	13.22
dont cultures spéciales	ha	1.05	1.02	1.16	1.07	0.89	0.85	1.17	1.38
Surface de l'exploitation en fermage	ha	10.83	11.21	11.12	11.06	8.28	9.65	11.65	14.66
Part des exploitations en fermage	%	9.9	10.6	8.7	9.7	8.2	7.3	9.4	14.1
<b>Cheptels vifs moyens en propriété</b>									
Vaches	Têtes	15.7	16.2	17.0	16.3	13.3	16.5	17.3	18.2
Porcs d'élevage	Têtes	3.9	3.7	3.7	3.8	2.3	2.0	3.4	7.5
Porcs à l'engrais	Têtes	14.9	13.2	15.4	14.5	5.6	12.2	14.1	26.2
Cheptel vif total	UGB	27.1	27.4	28.8	27.8	20.3	25.5	28.5	36.8
dont bovins	UGB	20.6	21.1	22.1	21.3	17.1	21.1	22.5	24.4
dont divers animaux consom. du FG	UGB	0.7	0.7	0.7	0.7	0.8	0.5	0.4	1.0
dont porcs	UGB	4.4	4.1	4.4	4.3	2.0	3.1	3.9	8.2
<b>Intensité</b>									
Charge en bétail	UGB/ha SAU	1.18	1.17	1.20	1.18	1.12	1.20	1.17	1.22
Surface fourr. princip. par UGB FG	a/UGBFG	64	63	62	63	65	63	63	61
Surface par main-d'oeuvre	ha SAU/UTA	12.67	13.06	12.88	12.87	10.78	11.84	13.25	15.45
<b>Bilan de clôture</b>									
Actif total	Fr.	1 059 269	1 064 828	1 128 853	1 084 317	960 842	1 046 737	1 079 110	1 251 271
Actifs de l'exploitation	Fr.	995 694	1 003 585	1 059 640	1 019 639	908 682	975 785	1 013 300	1 181 453
Actifs circulants	Fr.	162 143	162 408	171 002	165 185	127 376	153 567	172 761	207 197
Actif animal	Fr.	58 466	59 687	62 359	60 171	48 234	56 700	63 217	72 580
Immobilisations	Fr.	775 085	781 489	826 278	794 284	733 071	765 518	777 321	901 677
dont immob. corporelles meubles	Fr.	76 458	78 470	79 977	78 302	70 831	69 380	77 826	95 232
dont machines et outils	Fr.	68 379	70 434	71 952	70 255	62 801	62 389	70 206	85 681
dont immob. corporelles immeubles	Fr.	690 593	695 033	738 673	708 100	654 649	688 990	691 907	797 239
dont bâtiments et installations fixes	Fr.	514 617	517 398	552 425	528 147	513 470	517 806	507 012	574 514
dont sols	Fr.	160 838	163 346	170 683	164 956	126 065	155 962	168 340	209 632
Actifs hors exploitation	Fr.	63 575	61 243	69 214	64 677	52 160	70 952	65 810	69 818
Passif total	Fr.	1 059 269	1 064 828	1 128 853	1 084 317	960 842	1 046 737	1 079 110	1 251 271
Capital étranger à court terme	Fr.	25 711	24 175	30 004	26 630	25 732	27 212	23 270	30 326
Capital étranger à moyen et long terme	Fr.	463 582	458 309	491 226	471 039	474 907	443 909	438 134	527 451
dont crédit d'investissement	Fr.	62 705	63 082	64 632	63 473	49 007	57 316	63 292	84 361
dont crédit hypothécaire	Fr.	269 390	271 562	285 713	275 555	297 427	262 013	247 151	295 717
Capital propre total	Fr.	569 976	582 345	607 623	586 648	460 203	575 615	617 706	693 495
dont capital propre de l'exploitation	Fr.	52 647	542 571	564 138	545 452	428 050	532 350	573 190	648 629
<b>Prestation brute</b>									
Prestation brute totale	Fr.	318 964	331 957	353 274	334 732	231 721	289 071	348 458	470 196
Prestation brute de la prod. agricole	Fr.	202 626	215 031	234 458	217 372	144 252	182 643	221 475	321 516
Production végétale	Fr.	66 374	64 067	74 388	68 277	47 050	55 132	68 308	102 748
dont céréales, pdt., bett. sucrières	Fr.	26 146	26 075	28 340	26 854	16 521	21 044	26 633	43 281
dont cultures spéciales	Fr.	27 361	26 364	32 721	28 815	22 392	23 775	28 601	40 538
Production animale	Fr.	136 252	150 964	160 070	149 095	97 202	127 511	153 167	218 769
dont production bovine	Fr.	91 480	98 371	108 948	99 600	75 674	94 851	106 066	121 897
dont lait, produits laitiers	Fr.	57 730	63 548	71 463	64 247	47 187	61 759	67 367	80 742
dont production porcine	Fr.	28 336	34 334	31 400	31 357	13 217	21 310	28 943	62 070
Paiements directs	Fr.	58 723	60 365	58 130	59 073	45 159	53 428	61 272	76 501
dont contribution à la surface	Fr.			2 252					
dont animaux consommant des FG	Fr.			24 204					
dont garde d'anim. ds des cond. diffic.	Fr.			7 660					
dont compensation écologique	Fr.			1 346					
dont contributions éthologiques	Fr.			10 358					
dont culture biologique	Fr.			7 384					
Para-agriculture, div. prestations brutes	Fr.	57 614	56 560	60 687	58 287	42 310	53 000	65 711	72 178
dont trav. pour des tiers, locat. mach.	Fr.	8 810	10 088	9 684	9 527	5 910	7 812	10 481	13 923
dont vente directe, vinification	Fr.	18 589	16 236	18 052	17 626	11 724	18 457	20 950	19 379

\*G1: Moyenne des 25% meilleures exploitations, G4: Moyenne des 25% plus mauvaises exploitations.

## Annexe: Région de plaine de 2012 à 2014

		Région de plaine				classées selon le revenu du travail*			
		2012	2013	2014	2012/14	G1 2012/14	G2 2012/14	G3 2012/14	G4 2012/14
Exploitations de référence	Nbre	1 267	1 226	1 108	1 200	255	282	286	293
Exploitations représentées	Nbre	21 358	20 845	20 304	20 836	5 090	5 083	5 092	5 068
<b>Coûts réels</b>									
Coûts réels total	Fr.	252 955	259 980	275 174	262 703	217 320	232 020	264 069	337 688
Coûts matériels	Fr.	208 270	214 518	227 001	216 596	177 726	193 442	219 040	276 401
dont coûts matériels prod. végétale	Fr.	22 802	23 095	24 179	23 359	18 709	20 057	23 124	31 576
dont engrais	Fr.	4 979	5 270	5 271	5 174	3 919	4 490	5 306	6 986
dont protection phytosanitaire	Fr.	5 060	5 192	5 561	5 271	4 175	4 305	5 301	7 310
dont coûts matériels prod. animale	Fr.	65 074	70 355	72 411	69 280	47 772	58 521	69 964	100 983
dont aliments pour animaux	Fr.	32 049	34 560	37 292	34 634	23 201	27 091	34 969	53 343
dont achats d'animaux	Fr.	20 072	22 369	21 561	21 334	12 905	18 911	21 560	32 003
dont coûts de structure mat. (c.d.str.1)	Fr.	111 881	113 432	121 866	115 726	104 674	106 597	116 606	135 103
dont trav.p.des tiers, loc.de machines	Fr.	15 869	16 206	17 386	16 487	13 673	15 208	17 440	19 641
dont machines et outils	Fr.	32 217	32 690	33 920	32 942	28 988	30 595	32 528	39 684
dont réparations, petit outillage	Fr.	12 461	12 750	13 480	12 897	11 431	12 304	12 967	14 894
dont amortissements	Fr.	14 365	14 419	14 825	14 536	12 944	13 336	14 059	17 821
dont bâtiments et installations fixes	Fr.	37 475	38 280	43 489	39 748	37 345	35 277	40 223	46 168
dont réparations, entretien	Fr.	12 484	12 813	15 629	13 642	12 035	11 008	14 967	16 567
dont amortissements	Fr.	23 025	23 425	25 776	24 075	23 386	22 265	23 215	27 447
dont coûts généraux	Fr.	19 194	19 212	19 766	19 391	17 872	18 501	19 304	21 897
dont assurance accid./RC/mobilière	Fr.	4 662	4 751	4 866	4 760	4 349	4 664	4 947	5 080
dont énergie électrique	Fr.	4 111	4 014	4 133	4 086	3 700	3 873	4 010	4 763
Coûts de structure 2	Fr.	44 685	45 463	48 173	46 107	39 594	38 577	45 028	61 287
Coûts de la main-d'œuvre salariée	Fr.	27 227	27 934	30 807	28 656	24 187	23 473	27 641	39 364
Fermeage/location	Fr.	9 740	10 190	10 217	10 049	7 104	8 146	10 595	14 368
Intérêts des dettes	Fr.	7 899	7 393	7 155	7 482	8 294	6 936	6 969	7 731
Autres charges/produits financiers	Fr.	-180	-54	-5	-80	9	23	-176	-175
<b>Résultats de l'exploitation</b>									
Revenu social	Fr.	110 694	117 439	126 273	118 136	53 995	95 629	129 418	193 794
Revenu agricole	Fr.	66 009	71 977	78 100	72 029	14 401	57 051	84 390	132 508
Intérêt calculé du capital propre de l'expl.	Fr.	3 496	5 100	4 118	4 238	3 315	4 119	4 455	5 066
Prétention de salaire de la MO familiale	Fr.	86 986	85 267	86 448	86 234	85 442	93 847	87 400	78 220
Bénéfice/perte calculé(e)	Fr.	-24 473	-18 391	-12 466	-18 443	-74 356	-40 915	-7 466	49 222
Rendement net	Fr.	-13 258	-5 952	-1 198	-6 803	-62 738	-29 837	3 782	61 843
Rente des fonds propres	Fr.	-20 977	-13 290	-8 348	-14 205	-71 041	-36 796	-3 011	54 288
Revenu du travail de la MO familiale	Fr.	62 513	66 877	73 982	67 791	11 086	52 932	79 934	127 442
Revenu du travail par UTAF	Fr./UTAF	53 747	57 812	63 586	58 381	9 663	41 895	67 943	120 894
<b>Relation revenu social/facteurs utilisés</b>									
Revenu social par main-d'oeuvre	Fr./UTA	61 073	65 081	67 929	64 694	31 073	53 253	71 045	99 547
Revenu social par ha SAU	Fr./ha SAU	4 821	4 985	5 274	5 027	2 892	4 504	5 367	6 482
Relation Revenu social/Actifs de l'expl.	%	11.1	11.7	11.9	11.6	5.9	9.8	12.8	16.4
<b>Rentabilité</b>									
Rentabilité des fonds propres	%	-4.0	-2.4	-1.5	-2.6	-16.6	-7.0	-0.6	8.3
Rentabilité du capital total	%	-1.3	-0.6	-0.1	-0.7	-6.9	-3.1	0.3	5.2
Revenu extra-agricole	Fr.	26 840	27 711	26 870	27 140	36 718	24 992	22 187	24 652
<b>Résultats entreprise/privé</b>									
Revenu total	Fr.	92 849	99 688	104 970	99 169	51 119	82 043	106 577	157 159
Consommation privée de la famille	Fr.	79 213	80 677	82 933	80 941	68 089	74 739	84 439	96 555
Formation de fonds propres	Fr.	13 636	19 011	22 037	18 228	-16 970	7 304	22 138	60 604
Mouvement financier av. le compte privé	Fr.	5 079	4 807	778	3 555	18 904	5 193	2 720	-12 661
Modification des fonds propres	Fr.	18 715	23 818	22 815	21 783	1 933	12 497	24 857	47 944
<b>Paramètres du bilan</b>									
Liquidité degré 2	%	616	671	562	616	519	597	784	659
Degré de financement étranger	%	46	45	46	46	52	45	43	45
Degré de couverture des immobilisations	%	120	120	119	120	116	119	122	120
<b>Tableau de financement TNG</b>									
ESO après intérêts financiers	Fr.	92 820	101 141	105 609	99 857	44 573	83 892	109 807	161 396
Cash-flow monétaire	Fr.	53 513	62 672	65 272	60 485	25 698	46 949	62 715	106 757
Excédent/manque monétaire	Fr.	-18 973	-2 243	-5 045	-8 754	-43 990	-21 022	2 653	27 482
Variation de la trésorerie nette globale	Fr.	7 386	10 930	2 918	7 078	-1 147	3 436	7 745	18 319
Rapport cash-flow/investissements	%	74	97	93	88	40	71	106	135

\*G1: Moyenne des 25% meilleures exploitations, G4: Moyenne des 25% plus mauvaises exploitations.

## Annexe: Région des collines de 2012 à 2014

		Région des collines				classées selon le revenu du travail*			
		2012	2013	2014	2012/14	G1 2012/14	G2 2012/14	G3 2012/14	G4 2012/14
Exploitations de référence	Nbre	941	830	726	832	172	206	226	228
Exploitations représentées	Nbre	12574	12338	11975	12296	3080	3081	3070	3065
<b>Structure de l'exploitation</b>									
Main-d'oeuvre de l'exploitation	UTA	1.62	1.64	1.65	1.64	1.45	1.64	1.70	1.77
dont main-d'oeuvre familiale	UTAF	1.21	1.21	1.20	1.21	1.12	1.31	1.27	1.13
<b>Surface agricole utile</b>	<b>ha</b>	<b>20.45</b>	<b>20.80</b>	<b>21.00</b>	<b>20.75</b>	<b>14.94</b>	<b>19.39</b>	<b>21.32</b>	<b>27.38</b>
dont terres ouvertes	ha	3.23	3.37	3.27	3.29	2.08	2.76	2.99	5.35
dont surface herbagère	ha	16.88	17.08	17.33	17.10	12.65	16.41	17.87	21.48
dont cultures spéciales	ha	0.17	0.18	0.22	0.19	0.13	0.07	0.26	0.30
Surface de l'exploitation en fermage	ha	8.88	8.91	9.10	8.96	5.89	8.11	8.93	12.95
Part des exploitations en fermage	%	8.2	7.4	7.2	7.6	7.5	7.6	6.2	9.1
<b>Cheptels vifs moyens en propriété</b>									
Vaches	Têtes	17.1	17.9	18.4	17.8	12.2	17.0	19.0	23.1
Porcs d'élevage	Têtes	2.3	2.0	2.1	2.1	0.6	1.2	1.8	5.0
Porcs à l'engrais	Têtes	13.8	13.2	14.7	13.9	5.4	7.8	15.0	27.6
Cheptel vif total	UGB	28.8	30.0	30.5	29.8	19.8	26.4	30.7	42.3
dont bovins	UGB	23.1	24.3	24.9	24.1	16.7	23.0	25.3	31.4
dont divers animaux consom. du FG	UGB	1.1	1.2	1.1	1.1	1.8	1.2	1.0	0.6
dont porcs	UGB	3.4	3.2	3.5	3.3	1.2	1.8	3.4	6.9
<b>Intensité</b>									
Charge en bétail	UGB/ha SAU	1.41	1.43	1.44	1.43	1.32	1.36	1.43	1.54
Surface fourr. princip. par UGB FG	a/UGBFG	74	73	73	73	73	73	74	74
Surface par main-d'oeuvre	ha SAU/UTA	12.62	12.65	12.73	12.66	10.32	11.83	12.56	15.52
<b>Bilan de clôture</b>									
Actif total	Fr.	881 742	921 474	945 176	916 130	717 337	826 154	952 223	1 170 487
Actifs de l'exploitation	Fr.	829 780	869 008	888 534	862 441	668 189	773 603	898 812	1 110 795
Actifs circulants	Fr.	114 339	121 383	126 504	120 742	82 990	101 794	128 056	170 424
Actif animal	Fr.	63 890	67 411	68 680	66 661	47 010	62 476	68 506	88 760
Immobilisations	Fr.	651 551	680 215	693 350	675 039	538 188	609 333	702 250	851 611
dont immob. corporelles meubles	Fr.	70 437	73 431	74 031	72 633	57 972	66 861	72 290	93 534
dont machines et outils	Fr.	62 642	65 735	66 528	64 968	51 101	59 204	64 272	85 417
dont immob. corporelles immeubles	Fr.	575 497	601 294	612 707	596 499	475 751	538 088	624 037	749 202
dont bâtiments et installations fixes	Fr.	458 249	483 543	489 881	477 224	396 701	438 213	500 986	573 789
dont sols	Fr.	110 606	110 798	115 386	112 263	73 787	94 510	114 163	166 873
Actifs hors exploitation	Fr.	51 962	52 465	56 641	53 689	49 148	52 551	53 410	59 692
Passif total	Fr.	881 742	921 474	945 176	916 130	717 337	826 154	952 223	1 170 487
Capital étranger à court terme	Fr.	19 557	17 143	19 536	18 745	14 294	14 984	17 739	27 993
Capital étranger à moyen et long terme	Fr.	391 997	431 092	440 023	421 038	377 271	368 534	416 340	522 757
dont crédit d'investissement	Fr.	60 102	63 894	63 877	62 624	46 334	54 215	62 796	87 315
dont crédit hypothécaire	Fr.	223 286	247 731	262 952	244 656	230 201	217 726	237 383	293 696
Capital propre total	Fr.	470 188	473 238	485 617	476 347	325 771	442 636	518 145	619 737
dont capital propre de l'exploitation	Fr.	435 837	438 006	450 545	441 463	301 524	408 200	477 592	579 376
<b>Prestation brute</b>									
Prestation brute totale	Fr.	244 110	261 978	273 590	259 893	157 280	219 837	269 586	393 607
Prestation brute de la prod. agricole	Fr.	144 098	157 726	171 102	157 642	87 836	126 037	162 862	254 312
Production végétale	Fr.	16 734	16 871	20 470	18 025	9 866	11 218	19 794	31 285
dont céréales, pdt., bett. sucrières	Fr.	4 739	5 145	5 276	5 053	2 665	3 944	4 984	8 634
dont cultures spéciales	Fr.	5 809	6 413	8 829	7 017	2 751	2 443	9 082	13 831
Production animale	Fr.	127 364	140 856	150 632	139 617	77 970	114 819	143 068	223 027
dont production bovine	Fr.	93 593	100 763	111 187	101 848	64 517	93 165	106 991	142 926
dont lait, produits laitiers	Fr.	58 541	63 219	70 535	64 098	35 047	57 230	68 793	95 514
dont production porcine	Fr.	21 634	25 742	25 367	24 248	8 108	13 729	24 294	50 982
Paiements directs	Fr.	61 651	62 821	62 726	62 399	44 863	59 041	64 112	81 689
dont contribution à la surface	Fr.			9 741					
dont animaux consommant des FG	Fr.			23 882					
dont garde d'anim. ds des cond. diffic.	Fr.			7 454					
dont compensation écologique	Fr.			1 500					
dont contributions éthologiques	Fr.			10 891					
dont culture biologique	Fr.			7 084					
Para-agriculture, div. prestations brutes	Fr.	38 361	41 431	39 763	39 852	24 580	34 759	42 612	57 606
dont trav. pour des tiers, locat. mach.	Fr.	7 091	7 542	7 559	7 397	3 305	5 556	8 978	11 783
dont vente directe, vinification	Fr.	9 279	9 001	7 166	8 482	4 125	7 581	7 957	14 331

\*G1: Moyenne des 25% meilleures exploitations, G4: Moyenne des 25% plus mauvaises exploitations.

## Annexe: Région des collines de 2012 à 2014

		Région des collines				classées selon le revenu du travail*			
		2012	2013	2014	2012/14	G1 2012/14	G2 2012/14	G3 2012/14	G4 2012/14
Exploitations de référence	Nbre	965	941	830	912	172	206	226	228
Exploitations représentées	Nbre	12 781	12 574	12 338	12 564	3 080	3 081	3 070	3 065
<b>Coûts réels</b>									
Coûts réels total	Fr.	190 801	202 727	208 271	200 600	147 745	173 308	199 039	282 730
Coûts matériels	Fr.	163 959	175 030	179 801	172 930	126 571	150 615	172 843	242 033
dont coûts matériels prod. végétale	Fr.	7 037	7 629	8 039	7 568	5 126	6 185	7 810	11 168
dont engrais	Fr.	2 132	2 316	2 344	2 264	1 537	2 061	2 340	3 122
dont protection phytosanitaire	Fr.	1 154	1 254	1 330	1 246	696	881	1 331	2 081
dont coûts matériels prod. animale	Fr.	59 601	65 897	68 216	64 571	41 596	51 706	63 298	101 844
dont aliments pour animaux	Fr.	28 412	31 729	33 553	31 231	18 494	24 209	31 320	50 994
dont achats d'animaux	Fr.	17 156	19 408	19 657	18 741	12 127	13 632	17 115	32 134
dont coûts de structure mat. (c.d.str.1)	Fr.	90 983	95 552	98 601	95 045	77 928	88 282	97 024	117 066
dont trav.p.des tiers, loc.de machines	Fr.	9 016	9 332	10 102	9 483	7 577	8 833	9 410	12 123
dont machines et outils	Fr.	27 769	28 096	29 132	28 332	22 241	25 809	28 924	36 398
dont réparations, petit outillage	Fr.	11 000	11 139	11 893	11 344	9 148	10 338	11 843	14 063
dont amortissements	Fr.	12 234	12 498	12 658	12 463	9 897	11 573	12 456	15 947
dont bâtiments et installations fixes	Fr.	32 336	35 592	36 148	34 692	28 671	32 509	35 885	41 746
dont réparations, entretien	Fr.	8 802	10 482	11 020	10 101	8 364	9 534	10 321	12 196
dont amortissements	Fr.	21 396	22 747	22 891	22 345	18 342	20 812	23 133	27 123
dont coûts généraux	Fr.	14 965	15 548	16 314	15 609	13 119	14 539	15 631	19 165
dont assurance accid./RC/mobilière	Fr.	4 026	4 156	4 304	4 162	3 575	4 064	4 213	4 799
dont énergie électrique	Fr.	3 979	4 015	4 296	4 097	3 233	3 702	4 259	5 201
Coûts de structure 2	Fr.	26 842	27 697	28 470	27 670	21 174	22 693	26 196	40 697
Coûts de la main-d'œuvre salariée	Fr.	14 193	15 217	15 895	15 102	11 255	12 005	14 285	22 914
Fermage/location	Fr.	6 035	6 039	6 265	6 113	3 760	5 175	5 626	9 910
Intérêts des dettes	Fr.	6 668	6 551	6 411	6 544	6 093	5 536	6 467	8 089
Autres charges/produits financiers	Fr.	-55	-110	-101	-89	67	-24	-182	-216
<b>Résultats de l'exploitation</b>									
Revenu social	Fr.	80 151	86 947	93 789	86 963	30 709	69 222	96 743	151 574
Revenu agricole	Fr.	53 309	59 251	65 319	59 293	9 535	46 529	70 547	110 877
Intérêt calculé du capital propre de l'expl.	Fr.	2 877	4 117	3 289	3 428	2 336	3 176	3 710	4 496
Prétention de salaire de la MO familiale	Fr.	81 769	83 422	83 896	83 029	77 341	90 068	87 027	77 670
Bénéfice/perte calculé(e)	Fr.	-31 336	-28 288	-21 866	-27 163	-70 142	-46 715	-20 190	28 711
Rendement net	Fr.	-21 845	-17 730	-12 267	-17 281	-61 647	-38 027	-10 195	41 080
Rente des fonds propres	Fr.	-28 459	-24 171	-18 577	-23 736	-67 806	-43 539	-16 480	33 207
Revenu du travail de la MO familiale	Fr.	50 433	55 134	62 030	55 865	7 199	43 353	66 837	106 381
Revenu du travail par UTAF	Fr./UTAF	41 628	45 674	51 503	46 269	6 428	33 043	52 836	94 272
<b>Relation revenu social/facteurs utilisés</b>									
Revenu social par main-d'oeuvre	Fr./UTA	49 461	52 872	56 845	53 059	21 236	42 160	56 941	85 737
Revenu social par ha SAU	Fr./ha SAU	3 920	4 181	4 466	4 189	2 056	3 574	4 534	5 536
Relation Revenu social/Actifs de l'expl.	%	9.7	10.0	10.6	10.1	4.6	8.9	10.8	13.6
<b>Rentabilité</b>									
Rentabilité des fonds propres	%	-6.5	-5.5	-4.1	-5.4	-22.6	-10.7	-3.5	5.7
Rentabilité du capital total	%	-2.6	-2.0	-1.4	-2.0	-9.2	-4.9	-1.2	3.7
Revenu extra-agricole	Fr.	26 911	27 637	25 928	26 825	41 082	23 824	21 347	20 987
<b>Résultats entreprise/privé</b>									
Revenu total	Fr.	80 220	86 888	91 247	86 118	50 617	70 353	91 894	131 865
Consommation privée de la famille	Fr.	69 240	69 852	70 172	69 755	58 252	63 708	71 954	85 186
Formation de fonds propres	Fr.	10 980	17 036	21 075	16 364	-7 635	6 645	19 939	46 678
Mouvement financier av. le compte privé	Fr.	-801	3 135	-284	683	6 429	621	395	-4 727
Modification des fonds propres	Fr.	10 180	20 170	20 791	17 047	-1 206	7 265	20 335	41 951
<b>Paramètres du bilan</b>									
Liquidité degré 2	%	613	746	672	677	634	743	831	604
Degré de financement étranger	%	47	49	49	48	55	46	46	47
Degré de couverture des immobilisations	%	117	118	118	118	116	117	119	118
<b>Tableau de financement TNG</b>									
ESO après intérêts financiers	Fr.	78 459	83 447	91 276	84 394	32 308	69 202	96 243	140 157
Cash-flow monétaire	Fr.	47 736	53 965	59 029	53 577	24 927	40 987	58 462	90 134
Excédent/manque monétaire	Fr.	-1 939	-417	-85	-814	-20 784	-8 595	11 038	15 162
Variation de la trésorerie nette globale	Fr.	5 356	12 595	10 540	9 497	1 659	2 279	12 458	21 674
Rapport cash-flow/investissements	%	96	99	100	98	55	85	123	121

\*G1: Moyenne des 25% meilleures exploitations, G4: Moyenne des 25% plus mauvaises exploitations.

## Annexe: Région de montagne de 2012 à 2014

		Région de montagne				classées selon le revenu du travail*			
		2012	2013	2014	2012/14	G1 2012/14	G2 2012/14	G3 2012/14	G4 2012/14
Exploitations de référence	Nbre	784	717	654	718	147	176	197	198
Exploitations représentées	Nbre	12 592	12 322	11 960	12 291	3 076	3 079	3 089	3 047
<b>Structure de l'exploitation</b>									
Main-d'oeuvre de l'exploitation	UTA	1.56	1.58	1.61	1.58	1.42	1.62	1.61	1.67
dont main-d'oeuvre familiale	UTAF	1.29	1.31	1.31	1.30	1.24	1.40	1.36	1.20
Surface agricole utile	ha	21.21	21.70	22.04	21.65	14.26	17.93	23.70	30.80
dont terres ouvertes	ha	0.17	0.17	0.13	0.16	0.04	0.06	0.23	0.32
dont surface herbagère	ha	20.76	21.25	21.64	21.22	14.08	17.64	23.26	29.99
dont cultures spéciales	ha	0.05	0.04	0.05	0.05	0.02	0.10	0.01	0.06
Surface de l'exploitation en fermage	ha	9.46	9.92	10.52	9.97	6.51	8.50	10.47	14.45
Part des exploitations en fermage	%	3.7	5.3	4.7	4.6	4.6	3.5	6.0	4.2
<b>Cheptels vifs moyens en propriété</b>									
Vaches	Têtes	13.2	13.5	13.7	13.5	8.6	11.3	15.2	18.9
Porcs d'élevage	Têtes	0.5	0.6	0.4	0.5	0.2	0.6	0.5	0.7
Porcs à l'engrais	Têtes	3.4	3.4	4.3	3.7	1.4	1.5	5.8	6.1
Cheptel vif total	UGB	21.7	21.7	22.4	21.9	15.2	18.0	24.2	30.4
dont bovins	UGB	18.6	18.8	19.4	18.9	11.9	15.9	21.4	26.5
dont divers animaux consom. du FG	UGB	2.0	1.9	1.9	1.9	3.0	1.6	1.4	1.9
dont porcs	UGB	0.8	0.9	0.9	0.9	0.3	0.5	1.3	1.4
<b>Intensité</b>									
Charge en bétail	UGB/ha SAU	0.97	0.96	0.96	0.96	1.00	0.94	0.97	0.95
Surface fourr. princip. par UGB FG	a/UGBFG	112	113	113	112	106	112	112	117
Surface par main-d'oeuvre	ha SAU/UTA	13.57	13.76	13.73	13.69	10.05	11.06	14.68	18.41
<b>Bilan de clôture</b>									
Actif total	Fr.	749 479	747 050	781 727	759 419	613 543	647 235	786 045	992 995
Actifs de l'exploitation	Fr.	700 674	703 796	732 043	712 171	584 149	601 607	739 811	924 996
Actifs circulants	Fr.	91 685	97 001	108 025	98 904	71 010	82 656	100 341	142 005
Actif animal	Fr.	53 262	52 938	55 339	53 846	36 684	44 842	60 091	73 936
Immobilisations	Fr.	555 727	553 857	568 679	559 421	476 455	474 109	579 379	709 054
dont immob. corporelles meubles	Fr.	78 570	78 972	84 148	80 563	75 545	64 784	80 620	101 504
dont machines et outils	Fr.	71 261	71 837	76 477	73 192	69 194	58 255	72 758	92 745
dont immob. corporelles immeubles	Fr.	473 994	471 729	481 934	475 886	398 939	406 961	495 372	603 369
dont bâtiments et installations fixes	Fr.	409 228	408 121	417 451	411 600	357 125	355 990	424 248	509 875
dont sols	Fr.	60 804	60 018	60 397	60 406	38 371	47 531	66 316	89 667
Actifs hors exploitation	Fr.	48 805	43 254	49 684	47 248	29 394	45 628	46 234	67 999
Passif total	Fr.	749 479	747 050	781 727	759 419	613 543	647 235	786 045	992 995
Capital étranger à court terme	Fr.	15 239	14 149	13 094	14 160	12 617	11 998	13 888	18 189
Capital étranger à moyen et long terme	Fr.	316 996	324 777	330 175	323 983	249 816	277 268	321 635	448 397
dont crédit d'investissement	Fr.	66 584	67 094	66 486	66 722	38 557	48 645	69 661	110 427
dont crédit hypothécaire	Fr.	168 397	174 707	179 490	174 198	147 844	156 304	177 722	215 202
Capital propre total	Fr.	417 244	408 123	438 458	421 275	351 110	357 970	450 523	526 409
dont capital propre de l'exploitation	Fr.	387 802	382 038	407 687	392 509	334 292	333 047	417 303	486 177
<b>Prestation brute</b>									
Prestation brute totale	Fr.	177 360	184 491	198 094	186 648	114 768	153 014	206 907	272 666
Prestation brute de la prod. agricole	Fr.	79 737	85 409	91 736	85 627	49 372	67 298	96 644	129 568
Production végétale	Fr.	4 102	4 482	5 672	4 752	1 960	4 898	4 676	7 499
dont céréales, pdt., bett. sucrières	Fr.	115	90	122	109	14	49	153	221
dont cultures spéciales	Fr.	1 030	1 255	1 280	1 188	418	2 137	179	2 028
Production animale	Fr.	75 636	80 927	86 064	80 876	47 412	62 399	91 967	122 069
dont production bovine	Fr.	64 479	68 040	73 613	68 711	40 986	55 397	78 779	99 962
dont lait, produits laitiers	Fr.	31 839	33 988	37 454	34 427	16 665	25 922	40 737	54 565
dont production porcine	Fr.	5 374	6 818	6 432	6 208	2 130	3 908	9 103	9 697
Paiements directs	Fr.	71 183	72 335	78 748	74 089	50 267	62 939	80 573	102 846
dont contribution à la surface	Fr.			23 806					
dont animaux consommant des FG	Fr.			24 640					
dont garde d'anim. ds des cond. diffic.	Fr.			9 043					
dont compensation écologique	Fr.			2 675					
dont contributions éthologiques	Fr.			10 365					
dont culture biologique	Fr.			6 293					
Para-agriculture, div. prestations brutes	Fr.	26 439	26 748	27 611	26 932	15 129	22 777	29 690	40 252
dont trav. pour des tiers, locat. mach.	Fr.	5 291	4 670	4 994	4 985	2 634	3 650	5 220	8 461
dont vente directe, vinification	Fr.	4 156	4 575	3 849	4 193	2 683	3 453	4 998	5 655

\*G1: Moyenne des 25% meilleures exploitations, G4: Moyenne des 25% plus mauvaises exploitations.

## Annexe: Région de montagne de 2012 à 2014

		Région de montagne				classées selon le revenu du travail*			
		2012	2013	2014	2012/14	G1 2012/14	G2 2012/14	G3 2012/14	G4 2012/14
Exploitations de référence	Nbre	828	784	717	776	147	176	197	198
Exploitations représentées	Nbre	12 738	12 592	12 322	12 551	3 076	3 079	3 089	3 047
<b>Coûts réels</b>									
Coûts réels total	Fr.	135 370	138 419	144 886	139 558	109 109	118 315	148 904	182 278
Coûts matériels	Fr.	118 394	121 450	126 890	122 245	96 815	104 742	131 383	156 326
dont coûts matériels prod. végétale	Fr.	1 860	2 017	1 953	1 943	1 019	1 458	2 209	3 096
dont engrais	Fr.	808	862	834	835	357	545	1 041	1 400
dont protection phytosanitaire	Fr.	115	110	109	111	88	69	140	149
dont coûts matériels prod. animale	Fr.	38 192	40 840	41 731	40 255	30 453	32 630	44 664	53 372
dont aliments pour animaux	Fr.	17 736	19 818	19 944	19 166	13 750	14 995	22 029	25 940
dont achats d'animaux	Fr.	8 076	8 877	9 140	8 698	6 388	6 509	9 464	12 458
dont coûts de structure mat. (c.d.str.1)	Fr.	76 094	75 747	80 768	77 536	64 386	67 596	81 963	96 366
dont trav.p.des tiers, loc.de machines	Fr.	4 375	4 427	5 029	4 610	3 103	3 990	5 012	6 352
dont machines et outils	Fr.	27 254	26 457	28 132	27 281	23 380	23 161	28 569	34 075
dont réparations, petit outillage	Fr.	10 103	9 869	10 667	10 213	8 540	9 184	10 974	12 169
dont amortissements	Fr.	13 151	12 761	13 408	13 107	11 675	10 766	13 443	16 576
dont bâtiments et installations fixes	Fr.	25 060	25 391	27 278	25 910	20 922	22 274	27 716	32 788
dont réparations, entretien	Fr.	6 483	6 375	7 911	6 923	5 646	5 910	7 241	8 919
dont amortissements	Fr.	16 421	16 738	17 160	16 773	13 350	14 230	18 156	21 391
dont coûts généraux	Fr.	13 103	13 097	13 889	13 363	11 822	12 329	13 726	15 595
dont assurance accid./RC/mobilière	Fr.	3 778	3 869	4 030	3 892	3 547	3 731	4 018	4 274
dont énergie électrique	Fr.	3 130	3 160	3 354	3 215	2 887	2 907	3 320	3 749
Coûts de structure 2	Fr.	16 976	16 969	17 996	17 314	12 293	13 573	17 522	25 952
Coûts de la main-d'œuvre salariée	Fr.	8 404	8 240	9 465	8 703	5 623	6 187	8 496	14 565
Fermage/location	Fr.	3 839	4 071	4 049	3 986	2 624	3 220	4 342	5 777
Intérêts des dettes	Fr.	4 736	4 621	4 440	4 599	4 005	4 097	4 653	5 649
Autres charges/produits financiers	Fr.	-2	37	42	26	41	70	31	-39
<b>Résultats de l'exploitation</b>									
Revenu social	Fr.	58 965	63 042	71 204	64 404	17 953	48 272	75 524	116 339
Revenu agricole	Fr.	41 989	46 073	53 208	47 090	5 659	34 699	58 002	90 387
Intérêt calculé du capital propre de l'expl.	Fr.	2 559	3 591	2 976	3 042	2 579	2 591	3 250	3 754
Prétention de salaire de la MO familiale	Fr.	81 168	83 355	84 513	83 012	78 990	89 563	86 594	76 814
Bénéfice/perte calculé(e)	Fr.	-41 739	-40 873	-34 281	-38 964	-75 910	-57 455	-31 842	9 819
Rendement net	Fr.	-34 445	-32 625	-26 823	-31 298	-69 285	-50 697	-23 908	19 183
Rente des fonds propres	Fr.	-39 179	-37 282	-31 305	-35 922	-73 331	-54 864	-28 591	13 573
Revenu du travail de la MO familiale	Fr.	39 430	42 482	50 232	44 048	3 080	32 108	54 752	86 633
Revenu du travail par UTAF	Fr./UTAF	30 644	32 535	38 246	33 808	2 426	22 823	40 293	71 897
<b>Relation revenu social/facteurs utilisés</b>									
Revenu social par main-d'oeuvre	Fr./UTA	37 721	39 963	44 356	40 680	12 639	29 690	46 721	69 571
Revenu social par ha SAU	Fr./ha SAU	2 780	2 905	3 231	2 972	1 251	2 692	3 182	3 776
Relation Revenu social/Actifs de l'expl.	%	8.4	9.0	9.7	9.0	3.1	8.0	10.2	12.6
<b>Rentabilité</b>									
Rentabilité des fonds propres	%	-10.1	-9.8	-7.7	-9.2	-22.0	-16.5	-6.9	2.8
Rentabilité du capital total	%	-4.9	-4.6	-3.7	-4.4	-11.9	-8.4	-3.3	2.1
Revenu extra-agricole	Fr.	26 520	25 653	25 774	25 982	35 904	23 662	21 337	23 001
<b>Résultats entreprise/privé</b>									
Revenu total	Fr.	68 509	71 726	78 982	73 072	41 563	58 361	79 339	113 388
Consommation privée de la famille	Fr.	59 591	58 846	61 007	59 815	47 978	55 019	63 309	73 066
Formation de fonds propres	Fr.	8 918	12 880	17 975	13 258	-6 415	3 342	16 031	40 322
Mouvement financier av. le compte privé	Fr.	6 882	4 587	934	4 134	13 673	4 324	1 272	-2 792
Modification des fonds propres	Fr.	15 800	17 466	18 909	17 392	7 257	7 666	17 302	37 530
<b>Paramètres du bilan</b>									
Liquidité degré 2	%	645	729	884	753	569	738	832	847
Degré de financement étranger	%	44	45	44	45	43	45	43	47
Degré de couverture des immobilisations	%	116	117	119	117	113	117	119	120
<b>Tableau de financement TNG</b>									
ESO après intérêts financiers	Fr.	64 590	67 903	74 780	69 091	26 586	53 662	80 526	116 002
Cash-flow monétaire	Fr.	41 190	44 595	50 322	45 369	23 012	31 462	49 289	78 005
Excédent/manque monétaire	Fr.	-6 458	-3 988	1 260	-3 062	-16 204	-4 879	-1 037	9 977
Variation de la trésorerie nette globale	Fr.	3 455	6 485	12 629	7 523	1 971	5 500	7 638	15 029
Rapport cash-flow/investissements	%	86	92	103	94	59	86	98	115

\*G1: Moyenne des 25% meilleures exploitations, G4: Moyenne des 25% plus mauvaises exploitations.

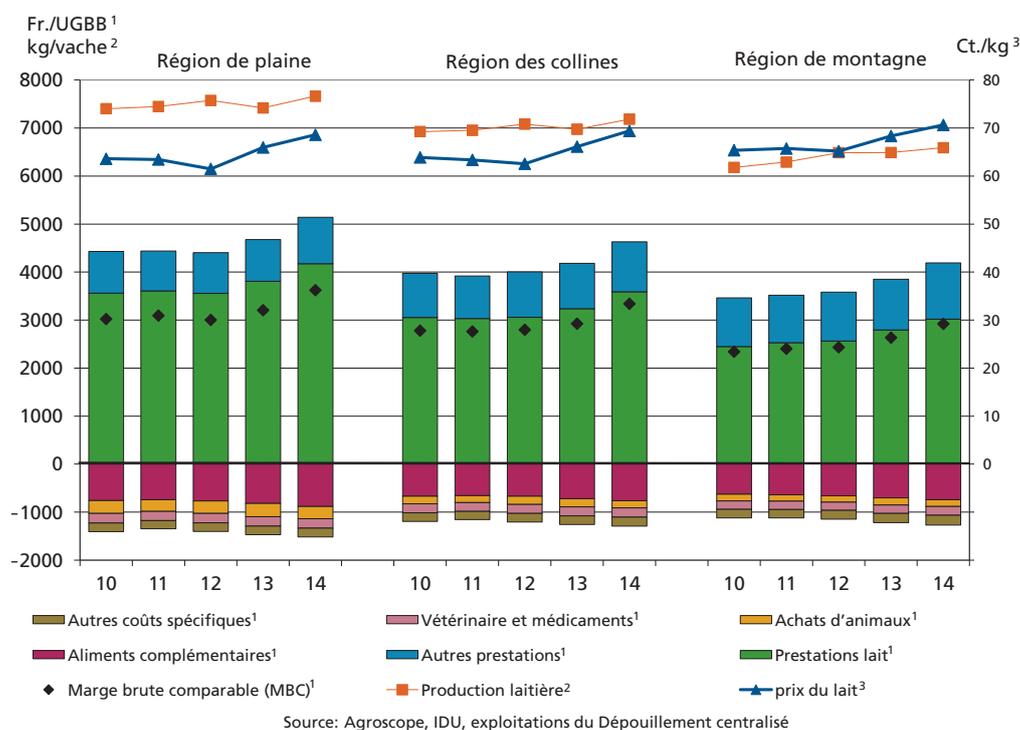


Fig. 16: Branche de production «Vaches laitières et élevage» (PER sans Bio) de 2010 à 2014 (UGBB = unité gros bétail bovin).

## Branche de production Vaches laitières et élevage (PER sans Bio)

La figure 16 présente les résultats du calcul des marges brutes de la branche de production «Vaches laitières et élevage (PER)». Le calcul des marges brutes tient compte des prestations et des coûts directement attribuables à une branche de production.

Les valeurs monétaires de la branche de production «Vaches laitières et élevage» se rapportent à une unité gros bétail bovin (UGBB). Pour l'interprétation des résultats, il faut savoir que des éléments des coûts de structure comme le travail, les bâtiments et les machines n'ont pas été pris en compte.

Les résultats se différencient par région: régions de plaine, des collines et de montagne. Les prestations et les coûts par UGBB diminuent avec l'altitude. Sachant que la production laitière par vache, de même que la part de vaches dans l'effectif bovin diminuent avec l'altitude, la part représentée par la prestation du lait dans la prestation totale recule aussi. C'est pourquoi les fluctuations du prix du lait ont moins d'impact sur la prestation totale en région de montagne qu'en région de plaine. Inversement, l'influence du prix de la viande et du bétail de rente est plus importante en région de montagne. Les coûts spécifiques sont composés à plus de 50 % des coûts du fourrage. Les achats d'animaux, les frais de vétérinaire et les médicaments, ainsi que d'autres coûts se répartissent uniformément sur le reste des coûts spécifiques, à noter que les achats d'animaux sont un peu plus élevés en région de plaine.

Comme le montre la figure 16, le prix moyen du lait dans les exploitations de référence a baissé de 2009 à 2012 et s'élève à 61,5 centimes par kilogramme de lait en 2012 en région de plaine. Pendant cette période, la prestation monétaire du lait s'est tout de même maintenue de justesse grâce à une augmentation du rendement laitier (kg/vache). En 2013 et 2014, le prix du lait a de nouveau augmenté. Il atteint 71 centimes en région de montagne. Le rendement laitier ayant lui aussi augmenté, la prestation monétaire du lait atteint

également un niveau record en 2014 par rapport à la période considérée. La prestation des ventes d'animaux a elle aussi augmenté grâce à la situation plus favorable sur le marché de la viande et du bétail de rente en 2014. Jusqu'en 2012, les coûts spécifiques n'ont pratiquement pas évolué; en 2013 et en 2014, ils se sont accrus essentiellement à cause de la hausse du coût des concentrés ainsi qu'à une utilisation plus importante de ce type d'aliments. En 2014, la marge brute comparable a atteint son niveau le plus élevé pour la période considérée, et ce dans toutes les régions. Ces dix dernières années, un tel résultat avait été obtenu en 2008.

## Bibliographie

Pfefferli St., Aubert S. & Meier B., 2005. Définitions et terminologie d'économie rurale. Centrale des moyens d'enseignement agricole, Zollikofen.

## Remerciement

Le présent Agroscope Transfer est envoyé à tous les services fiduciaires et toutes les exploitations agricoles qui ont mis des données à disposition du Dépouillement centralisé. C'est une manière pour Agroscope de remercier tous les exploitant(e)s ainsi que les services fiduciaires pour leur précieux travail.

## Publications

D'autres résultats du Dépouillement centralisé des données comptables sont disponibles dans le rapport de base, disponible gratuitement sur le site Internet [www.rapportdebase.ch](http://www.rapportdebase.ch)

